



Convention sur la lutte contre la désertification

Distr. générale
27 février 2013
Français
Original: anglais

Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention

Onzième session

Bonn, 15-19 avril 2013

Point 5 b) de l'ordre du jour provisoire

Examen des flux financiers destinés à la mise en œuvre de la Convention

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays parties développés, des entités sous-régionales et régionales, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie

Analyse préliminaire des informations contenues dans les rapports des pays parties touchés et des pays parties développés, des organismes des Nations Unies, des organisations intergouvernementales et du Fonds pour l'environnement mondial, au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie

Note du secrétariat

Résumé

Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les pays parties et les autres entités soumettant des rapports au sujet de l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie: financement et transfert de technologie. Il fournit des informations à jour sur les cinq indicateurs de résultats pertinents aux plans mondial, régional et sous-régional et met en relief des tendances possibles pour atteindre les objectifs fixés pour ces indicateurs.

Le document présente également, aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention, des recommandations concernant la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les mesures visant à atteindre ces objectifs.

Des considérations concernant le processus de présentation des rapports, y compris les améliorations qui pourraient être apportées à l'ensemble des indicateurs de résultats et des méthodes associées, sont exposées dans le document ICCD/CRIC(11)/15 qui enrichit le processus itératif.

Table des matières

	<i>Paragraphes</i>	<i>Page</i>
Liste d'abréviations.....		3
I. Introduction.....	1–4	4
II. Indicateur de résultats CONS-O-14 du résultat 5.1.....	5–31	5
A. Analyse au plan mondial	5–11	5
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	12–21	6
C. Pays parties développés.....	22–27	8
D. Fonds pour l'environnement mondial.....	28	9
E. Mécanisme mondial.....	29–31	9
III. Indicateur de résultat CONS-O-15 du résultat 5.2	32–35	9
IV. Indicateur de résultat CONS-O-16 du résultat 5.2	36–49	10
A. Analyse au plan mondial	36–39	10
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional).....	40–49	11
V. Indicateur de résultat CONS-O-17 du résultat 5.2	50–69	13
A. Analyse mondiale	50–57	13
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional	58–67	14
C. Fonds mondial pour l'environnement.....	68–69	16
VI. Indicateur de résultat CONS-O-18 du résultat 5.2	70–101	16
A. Analyse au plan mondial	70–77	16
B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional	78–101	18
VII. Conclusions.....	102–107	21
VIII. Recommandations.....	108	21
Annexe		
Tables and figures accompanying the preliminary analysis of performance indicators established under operational objective 5 of The Strategy		23

Liste d'abréviations

Convention	Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification
CRIC	Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention
DDTS	Désertification, dégradation des terres et sécheresse
FEM	Fonds pour l'environnement mondial
MG	Mécanisme mondial
PAN	Programme d'action national
PAR	Programme d'action régional
PASR	Programme d'action sous-régional
PRAIS	Système d'examen des résultats et d'évaluation de la mise en œuvre
SFI	Stratégie de financement intégré

I. Introduction

1. Le présent document comporte une synthèse et une première analyse des informations soumises par les Parties et les observateurs au sujet de l'objectif opérationnel 5 (OO 5) de la Stratégie: financement et transfert de technologie¹. Il a été établi par le Mécanisme mondial en coopération avec le secrétariat, conformément à la décision 13/COP.9.

2. Les chapitres II, III, IV, V et VI ci-après exposent la situation, au plan mondial, concernant les indicateurs CONS-O-14, CONS-O-15, CONS-O-16, CONS-O-17 et CONS-O-18, c'est-à-dire les indicateurs de résultats pour cet objectif opérationnel, sur la base des informations communiquées par les pays parties touchés et les pays parties développés. Ni les organismes des Nations Unies ni les organisations intergouvernementales n'ont soumis de rapport pour l'exercice 2012-2013. Des informations plus détaillées sur les analyses sous-régionale et régionale concernant les pays parties touchés, les pays parties développés, le Fonds pour l'environnement mondial (FEM) et le Mécanisme mondial sont également fournies le cas échéant. Une analyse supplémentaire prenant en compte les données communiquées pour 2008-2009 et 2010-2011 a été réalisée afin d'évaluer les progrès accomplis en vue d'atteindre les objectifs fixés pour ces indicateurs et les tendances y relatives.

3. Il convient de noter que cette analyse supplémentaire a été influencée par le fait que le nombre de Parties qui ont participé aux deux cycles de présentation des rapports n'était pas identique. Le présent document reprend les informations communiquées par 77 pays parties touchés pour la période considérée, 113 pays parties touchés pour la période précédente et 69 pays parties touchés pour les deux périodes. Il tient également compte des informations communiquées par 9 pays parties développés pour la période considérée, 14 pays parties développés pour la période précédente et 6 pays parties développés pour les deux périodes. Une analyse des tendances a été réalisée pour les cinq indicateurs de résultats concernant l'objectif opérationnel 5 afin de suivre les progrès accomplis dans la réalisation des objectifs mondiaux fixés pour cet objectif opérationnel. Comme le nombre de rapports disponibles était différent d'une période à l'autre, les tendances observées entre les deux exercices biennaux (2008-2009 et 2010-2011) doivent être considérées comme de simples indications. En particulier, ces tendances peuvent être différentes de celles observées pour chacune des entités qui ont soumis un rapport pendant les deux exercices biennaux successifs ainsi que de celles observées pour l'ensemble des entités. Il est possible d'obtenir sur demande des précisions concernant ce niveau d'analyse.

4. Les conclusions générales concernant l'état d'avancement des activités en rapport avec l'objectif opérationnel 5 sont exposées dans le chapitre VII. Des recommandations ont été formulées, aux fins d'examen par le Comité chargé de l'examen de la mise en œuvre de la Convention (le Comité), au sujet de la nécessité d'ajuster, de rationaliser et de renforcer les activités en vue d'atteindre les objectifs de la Stratégie. En utilisant un cadre axé sur les résultats, le Comité pourrait souhaiter formuler, à l'intention des Parties, des institutions et organes subsidiaires relevant de la Convention, et des organisations concernées, des orientations concrètes pour assurer le suivi des recommandations ciblées dont la Conférence des Parties sera saisie pour examen.

¹ Décision 3/COP.8.

II. Indicateur de résultats CONS-O-14 du résultat 5.1

Nombre de pays parties touchés, et d'entités sous-régionales et régionales touchées, dont les cadres d'investissement, établis conformément à la Stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial, ou dans le cadre d'autres stratégies de financement intégrées, font état de la mobilisation de ressources nationales, bilatérales et multilatérales en faveur de la lutte contre la désertification et la dégradation des terres.

A. Analyse au plan mondial

1. Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés (voir annexe, tableaux 1 à 4 et fig. 1)

5. À la fin de la période considérée, 24 pays disposaient d'un cadre d'investissement intégré (CII), soit une augmentation par rapport aux 12 pays qui avaient présenté un rapport au cours de la période précédente. Un pays a indiqué qu'il avait mis en place plusieurs CII. L'Afrique se trouve en tête avec 14 pays faisant état de CII, soit 58 % des CII mis en place dans le monde. Cinq pays ont indiqué avoir mis en place un CII en Asie, 4 en Amérique latine et dans les Caraïbes et 1 en Europe centrale et orientale. En outre, 32 pays ont fait part de leur projet de se doter d'un CII au cours de l'année ou des années à venir.

6. Les pays parties développés ont indiqué qu'ils avaient soutenu neuf CII en 2010 et neuf CII en 2011. Un CII a été mis en place chaque année dans le cadre d'une stratégie de financement intégrée (SFI) définie par le Mécanisme mondial.

7. Quinze des pays qui disposaient d'au moins un CII ont indiqué qu'ils avaient articulé leur cadre autour de leur programme d'action national (PAN). Pour élaborer leur CII, 11 pays ont bénéficié d'une assistance du Mécanisme mondial, 7 du FEM, 5 d'institutions bilatérales, 8 d'institutions multilatérales, et 3 d'autres entités. Douze pays ont reçu un appui d'ordre technique, 10 d'ordre financier et 9 pour le renforcement des capacités.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

D'ici à 2014, au moins 50 % des pays parties touchés et des entités sous-régionales et régionales touchées auront mis au point des cadres d'investissement intégrés.

8. À la fin de 2011, 24 pays parties touchés ont indiqué avoir mis en place au moins un CII, et 33 pays ont fait part de leur projet de le faire au cours de l'année ou des années à venir. Sur les 24 pays parties qui s'étaient dotés d'au moins un CII, 14 ont indiqué qu'ils projetaient d'en mettre en place un plus grand nombre à l'avenir. Ces pays ont été dénombrés parmi ceux qui disposaient d'un CII à la seule fin d'éviter un double comptage.

9. Deux pays parties développés et le Mécanisme mondial ont fait part de leur intention d'apporter un appui pour la mise en place de CII dans des pays parties touchés au cours de l'année ou des années à venir.

10. Il a été demandé aux pays d'indiquer les principales difficultés rencontrées pour élaborer un CII (voir annexe, tableau 5). La plus grande des difficultés, s'agissant à la fois du nombre de pays qui l'ont mentionnée et de l'importance qui lui était accordée, tenait à la pénurie de ressources financières. Venaient ensuite un manque de ressources humaines, une

insuffisance de coordination entre les entités nationales et les entités d'appui, et la difficulté de gérer des ressources diverses dans une même structure.

11. Le nombre de pays qui se sont dotés d'un CII depuis 2008-2009 a augmenté mais celui des pays qui envisagent actuellement de le faire a diminué. La cause pourrait en être que plusieurs pays ont finalisé le processus pendant le cycle biennal de présentation de rapports. En outre, un moins grand nombre de pays a participé à ce cycle qu'au cycle biennal précédent. Parmi les pays qui ont achevé la mise en place de leur CII, le nombre de ceux qui l'ont établi à partir de leur PAN s'est accru. Les groupes donateurs et institutions donatrices ont également augmenté leur appui. Bien que les pays parties touchés qui ont mis en place un CII soient plus nombreux, les pays qui ne l'ont pas encore fait, tout comme leurs partenaires de développement, doivent redoubler d'efforts pour atteindre l'objectif de 50 % d'ici à 2014.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre de pays parties touchés ayant mis en place des cadres d'investissement intégrés

a) Afrique (voir annexe, tableaux 6 à 9 et fig. 3)

12. En Afrique, 14 pays ont élaboré un CII et 10 prévoient de le faire à l'avenir. Neuf des pays qui s'étaient dotés d'un CII ont indiqué qu'ils l'ont articulé autour de leur PAN. Sept pays ont reçu une assistance du Mécanisme mondial, 5 du FEM, 3 d'institutions bilatérales, 6 d'institutions multilatérales et 2 d'autres sources, ce qui représente une augmentation de 15 % par rapport au précédent cycle de présentation des rapports. Sept pays ont bénéficié d'un appui d'ordre technique, 7 d'une aide financière et 4 d'une assistance en matière de renforcement des capacités. Sur les sept pays qui ont reçu une assistance du Mécanisme mondial, six ont déclaré qu'elle s'inscrivait dans le cadre de leur SFI. Douze des pays qui s'étaient dotés d'un CII ont reçu une assistance du Mécanisme mondial pour étudier les possibilités de recourir à des moyens non traditionnels et innovants de financement. Le nombre de pays parties africains touchés qui avaient mis en place au moins un CII depuis le dernier cycle d'établissement de rapports a augmenté de 75 %. Par contre, celui des pays qui prévoient de le faire à l'avenir a diminué.

b) Asie (voir annexe, tableaux 10 à 13 et fig. 4)

13. En Asie, cinq pays ont indiqué qu'ils étaient en train d'élaborer un CII, soit un de plus qu'en 2008-2009, et 12 pays qu'ils prévoient de le faire à l'avenir. Trois des pays qui se sont dotés d'un CII ont indiqué qu'ils l'avaient articulé autour de leur PAN. Ces trois pays ont bénéficié d'une assistance du Mécanisme mondial; un pays a reçu un appui du FEM et d'institutions bilatérales et multilatérales. Deux pays ont reçu un appui d'ordre technique et deux un appui en matière de renforcement des capacités. Tous les pays qui ont bénéficié d'une assistance du Mécanisme mondial ont déclaré qu'elle s'inscrivait dans le cadre de leur SFI. Un des pays qui avaient mis en place des CII a indiqué avoir reçu une assistance du Mécanisme mondial pour étudier les possibilités de recourir à des moyens non traditionnels et innovants de financement.

c) Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 14 à 17 et fig. 5)

14. Dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes, quatre pays ont indiqué qu'ils étaient en train d'élaborer un CII, soit un de plus que pendant le précédent cycle de présentation de rapports, et sept pays prévoient de le faire à l'avenir, soit 13 de moins que pendant le précédent exercice biennal. Trois des pays disposant d'un CII ont indiqué qu'ils l'avaient articulé autour de leur PAN. Un pays a reçu une assistance du Mécanisme

mondial, 1 du FEM, 1 d'institutions bilatérales, 1 d'institutions multilatérales et 1 d'autres sources. Les trois pays qui ont articulé leur CII autour de leur PAN ont reçu une assistance d'ordre technique et financier ainsi que pour le renforcement de leurs capacités. Le pays qui a bénéficié d'une assistance du Mécanisme mondial a indiqué que le CII avait été mis au point en fonction de la SFI définie par le Mécanisme mondial. Deux des pays disposant d'un CII ont déclaré avoir reçu une assistance du Mécanisme mondial pour étudier les possibilités de financement non traditionnel et innovant.

d) *Méditerranée septentrionale*

15. Trois des quatre pays ayant présenté un rapport ont répondu à cette question. Aucun n'avait élaboré un CII, mais l'un d'eux a indiqué qu'il projetait de le faire.

e) *Europe centrale et orientale*

16. Quatre des sept pays ayant présenté un rapport ont répondu à cette question. Au moment de l'établissement de leur rapport, l'un d'eux a indiqué qu'il était en train d'élaborer plusieurs CII; deux ont déclaré qu'ils projetaient d'en établir un.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

a) *Afrique (voir annexe, tableau 18)*

17. Dix des pays qui ne disposaient pas de CII à la fin de la période considérée ont indiqué qu'ils projetaient d'en élaborer au cours de l'année ou des années à venir. En plus de ces 10 pays, cinq pays qui ont indiqué avoir mis en place des CII ont également indiqué qu'ils projetaient d'en mettre au point un plus grand nombre au cours de l'année ou des années à venir. La pénurie de ressources financières a été mentionnée comme étant la principale difficulté pour mener cette tâche à bien.

b) *Asie (voir annexe, tableau 19)*

18. Douze des pays qui ne disposaient pas de CII à la fin de la période considérée ont indiqué qu'ils projetaient d'en élaborer au cours de l'année ou des années à venir. En outre, trois pays disposant d'un CII ont indiqué qu'ils projetaient d'en mettre au point un plus grand nombre au cours des années à venir. La pénurie de ressources humaines a été mentionnée comme étant la principale difficulté pour mener cette tâche à bien.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 20)*

19. Sept des pays qui ne disposaient pas de CII à la fin de la période considérée ont indiqué qu'ils projetaient d'en élaborer au cours des années à venir. En outre, deux pays disposant d'un CII ont indiqué qu'ils projetaient d'en mettre au point un plus grand nombre au cours des années à venir. La pénurie de ressources financières a été mentionnée comme étant la principale difficulté pour mener cette tâche à bien.

d) *Méditerranée septentrionale*

20. Un pays de la Méditerranée septentrionale a indiqué qu'il projetait de mettre en place un CII au cours de l'exercice biennal 2016-2017. La pénurie de ressources financières a été mentionnée comme étant la principale difficulté pour mener cette tâche à bien.

e) *Europe centrale et orientale*

21. Deux pays de la région ont indiqué qu'ils projetaient de mettre en place un CII au cours de l'exercice biennal 2012-2013. La pénurie de ressources financières a été mentionnée comme étant la principale difficulté pour mener cette tâche à bien.

C. Pays parties développés

1. Nombre de cadres d'investissement intégrés dont la mise en place a été appuyée par des pays parties développés (voir annexe, tableaux 21 et 22)

22. Six des neuf pays parties développés ont répondu à cette question; ils ont indiqué avoir fourni une assistance pour la mise en place de neuf CII en 2010 et de neuf CII en 2011. Conformément au précédent exercice biennal, ils avaient fourni une assistance pour la mise en place de CII dans le cadre des SFI définies par le Mécanisme mondial ainsi que par d'autres organisations compétentes. Un pays a indiqué ne pas fournir d'assistance pour la mise en place de CII dans les pays parties touchés.

23. La répartition géographique de l'assistance fournie avant et pendant la période considérée fait apparaître que neuf pays ont reçu une assistance au niveau national, à la fois avant et pendant le cycle de présentation de rapports. Tous les pays touchés et toutes les sous-régions et régions touchées ont bénéficié d'une assistance de la part d'un pays partie développé, à la fois avant et pendant la période considérée, à l'exception de l'Afrique. Cette région a reçu un appui de la part de deux pays parties développés en 2010-2011. D'après les rapports reçus, l'assistance se concentre exclusivement sur deux régions (Afrique et Asie), à l'exception d'une initiative mondiale signalée avant 2008. Tous les pays d'Asie centrale ont reçu une assistance à la fois avant le cycle de présentation de rapports et en 2010-2011. Deux pays parties développés ont fait part de projets d'assistance à un ou plusieurs pays parties touchés et/ou à des régions/sous-régions de la Convention des Nations Unies sur la lutte contre la désertification.

24. Deux pays ont fourni une assistance dans le cadre d'une initiative en rapport avec la Convention, et deux autres dans un cadre autre que celui de la Convention, la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques ou la Convention sur la diversité biologique. Deux pays ont indiqué qu'ils fournissaient surtout un appui d'ordre technique et deux autres un appui d'ordre à la fois financier et technique.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

25. Deux pays parties développés ont indiqué qu'ils projetaient d'aider un ou plusieurs pays parties touchés et/ou des régions/sous-régions de la Convention à élaborer leur CII. Ils prévoient de soutenir un pays d'Afrique occidentale en 2012-2013 et une initiative mondiale.

26. Il a été demandé aux pays parties développés qui soutenaient la mise en place d'un ou de plusieurs CII aux niveaux national et/ou sous-régional/régional d'indiquer les principales difficultés rencontrées (voir annexe, tableau 23). Ces difficultés étaient les suivantes:

- a) La prise en compte des aspects multisectoriels de la gestion durable des terres;
- b) La mise en place de stratégies d'intervention spécifiques pour la gestion durable des terres au lieu de l'incorporation de cette gestion dans des politiques relatives aux changements climatiques ou à d'autres questions apparentées; et
- c) La gestion d'une conception intégrée de la gestion durable des terres.

27. Il a été demandé aux pays qui ne soutenaient pas la mise en place de CII aux niveaux national et sous-régional/régional d'indiquer les raisons qui les avaient empêchés d'offrir ce type de soutien (voir annexe, tableau 24). Quatre pays ont répondu à cette question, en indiquant un manque de ressources financières comme étant la principale raison.

D. Fonds pour l'environnement mondial

28. Le FEM n'a pas soutenu l'élaboration de CII, avant ou pendant la période considérée, et n'a pas non plus indiqué qu'il projetait de le faire au cours des années à venir. Il a mentionné «le manque de coordination entre les ministères concernés du ou des pays bénéficiaires pour la fourniture des informations techniques et financières nécessaires» et «la diversité des ressources nationales, bilatérales et multilatérales», comme figurant parmi les principaux obstacles.

E. Mécanisme mondial

1. Nombre de cadres d'investissement intégré ayant bénéficié d'un soutien

29. Le Mécanisme mondial a soutenu quatre CII (sous-)régionaux et 15 CII nationaux mis au point dans le cadre de la SFI qu'il avait définie pour chaque année du cycle de présentation de rapports. Un soutien a été apporté dans le cadre de la Convention, en l'occurrence par TerrAfrica, l'Initiative des pays d'Asie centrale en faveur de la gestion des terres (CACILM), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et le FEM (Projet prévoyant une approche ciblée «par dossiers» visant à renforcer les capacités et à intégrer la gestion durable des sols dans les pays les moins avancés et les petits pays en développement insulaires). Le Mécanisme mondial a fourni une assistance d'ordre à la fois technique et financier. Une comparaison avec l'exercice biennal précédent fait apparaître une tendance positive, et cela parce que le Mécanisme mondial a soutenu quatre CII dans le cadre de la SFI pendant le précédent cycle de présentation de rapports et qu'il a également soutenu un cadre d'investissement sous-régional et trois cadres d'investissement nationaux en dehors de la SFI.

30. Avant la période considérée, le Mécanisme mondial avait apporté une assistance à l'Asie centrale en établissant un CII. Au cours de ladite période, il a apporté une assistance à toutes les régions, exception faite de la Méditerranée septentrionale. Il a également apporté une assistance à 45 pays d'Afrique, d'Asie et d'Amérique centrale/Caribbes pour la mise en place de CII à l'occasion de l'alignement des PAN, en application de la décision 2/COP.9.

2. Contribution à la réalisation de l'objectif

31. Le Mécanisme mondial prévoit d'apporter un soutien supplémentaire à la mise en place de CII en 2012-2013. Il a indiqué que les principales difficultés rencontrées au cours de l'élaboration des CII tenaient au fait que «la gestion durable des terres ne figurait pas parmi les grandes priorités du développement national» et que «les acteurs concernés n'étaient pas suffisamment informés du rendement des capitaux investis dans la gestion durable des terres».

III. Indicateur de résultats CONS-O-15 du résultat 5.2

Montant des ressources financières mises à disposition par les pays parties développés pour la lutte contre la DDTS

32. Cet indicateur a été analysé à l'échelle mondiale parce que seuls les pays parties développés ont été priés d'apporter des informations le concernant. Aucun objectif n'est associé à cet indicateur.

Montants mis à la disposition des pays parties touchés dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse pendant la période considérée

33. Huit des neuf pays parties développés ont répondu à la question (voir annexe, tableau 25). Ils ont fait état d'un engagement de fournir 1 milliard 280 millions de dollars É.-U. aux pays parties touchés pour les activités concernant la DDTS au cours de l'exercice biennal 2010-2011, contre 2 milliards 730 millions de dollars É.-U. au cours de l'exercice biennal précédent.

34. Il a été demandé aux pays parties développés d'indiquer les raisons pour lesquelles les ressources financières mises à la disposition des pays parties touchés avaient tendance à augmenter ou à diminuer et d'indiquer un classement par ordre d'importance pour chacune des raisons (voir annexe, tableaux 26 et 27 et fig. 6 et 7). La variation des ressources disponibles aux fins de la coopération pour le développement en général a été la principale raison avancée.

Montants mis à disposition des organisations multilatérales dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la désertification/dégradation des terres et la sécheresse pendant la période considérée

35. Quatre pays parties développés ont répondu à la question et indiqué qu'ils avaient fourni 45 millions de dollars É.-U. à des organisations multilatérales dans le cadre de programmes et projets de lutte contre la DDTS pendant la période considérée.

IV. Indicateur de résultats CONS-O-16 du résultat 5.2

Degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité des ressources financières mises à disposition par les pays parties développés en matière de lutte contre la DDTS

A. Analyse au plan mondial

1. Évaluation de l'aide bilatérale reçue (voir annexe, tableaux 28 et 29 et fig. 8 et 9)

36. Les pays parties touchés ont évalué globalement de moyenne à bonne leur satisfaction quant à l'aide bilatérale reçue, avec quelques variations selon les régions. C'est la région de l'Amérique latine et des Caraïbes qui s'est déclarée la plus satisfaite pour toutes les catégories. Le degré de satisfaction le plus faible quant à la ponctualité est enregistré en Afrique (à l'exclusion de la Méditerranée septentrionale), et le plus élevé en Asie. Malgré les réponses positives, le nombre de pays satisfaits a diminué dans toutes les régions par rapport à 2008-2009, ce qui peut s'expliquer par le moins grand nombre de parties qui ont participé à ce cycle de présentation de rapports.

2. Évaluation quantitative (voir annexe, tableaux 30 à 32 et fig. 10 et 11)

37. Environ 58 % des pays ayant soumis un rapport ont bénéficié d'une assistance émanant de donateurs bilatéraux, soit une augmentation par rapport aux 54 % enregistrés en 2008-2009. L'Asie était la région qui comptait le plus grand nombre de pays ayant indiqué qu'ils avaient bénéficié d'une assistance, et l'Europe centrale et orientale celle qui en comptait le moins.

38. Parmi tous les pays ayant bénéficié d'une assistance, 23 l'ont reçue du FEM, 21 d'institutions multilatérales, 17 du Mécanisme mondial, 15 du secrétariat de la Convention, 13 de partenaires bilatéraux et 4 d'autres sources. Selon les informations, le FEM et les organisations multilatérales ont apporté une assistance à un plus grand nombre de pays au cours de l'exercice biennal 2010-2011 qu'en 2008-2009.

39. Sur l'ensemble des pays ayant soumis un rapport, 40 % ont déclaré avoir rencontré des difficultés liées au degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale qu'ils avaient reçue pour la mise en œuvre de la Convention. Globalement, ces chiffres concordent généralement avec ceux indiqués concernant le degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Évaluation de l'assistance bilatérale reçue

a) Afrique (voir annexe, tableaux 33 à 35 et fig. 12 à 14)

40. Le degré de satisfaction quant à l'adéquation, la ponctualité et la prévisibilité de l'assistance bilatérale est sensiblement le même pour les pays africains qui ont répondu à la question. S'agissant de l'adéquation, 11 % des pays africains sont pleinement satisfaits de l'assistance reçue, et 40 % sont soit pleinement soit plutôt satisfaits; 30 % ne sont pas satisfaits. S'agissant de la ponctualité, 42 % considèrent que l'assistance bilatérale est fournie en temps voulu ou à peu près en temps voulu, et 27 % sont d'un avis contraire. Quant à la prévisibilité, 35 % des pays considèrent que l'assistance est prévisible ou relativement prévisible et 35 % sont d'un avis contraire. Environ 30 % des pays africains ayant soumis un rapport pour ce cycle de présentation de rapports n'ont pas répondu à cette série de questions.

b) Asie (voir annexe, tableaux 36 à 38 et fig. 15 à 17)

41. Le degré de satisfaction concernant l'adéquation de l'assistance bilatérale est relativement faible dans tous les pays d'Asie. Un pays (soit 4,5 %) est totalement satisfait de l'assistance reçue, 27 % sont soit pleinement satisfaits soit satisfaits jusqu'à un certain point, et près de 60 % ne sont pas satisfaits, ce qui représente une augmentation par rapport aux 41 % relevés pendant le dernier cycle. S'agissant de la ponctualité, 66 % des pays ayant soumis un rapport considèrent que l'assistance bilatérale a été fournie en temps voulu ou plutôt en temps voulu, chiffre supérieur aux 30 % environ enregistrés pendant le dernier cycle. Dix-neuf pour cent considèrent qu'elle n'a pas été fournie en temps voulu, en diminution par rapport à 36 %. Quant à la prévisibilité, 45 % des pays considèrent que l'assistance bilatérale reçue était prévisible ou relativement prévisible, en augmentation par rapport aux 25 % du dernier exercice biennal; 36 % considèrent qu'elle n'est pas prévisible, en diminution des 46 % enregistrés au cours du dernier cycle. Environ 14 % des pays qui ont soumis un rapport pour ce cycle de présentation de rapports n'ont pas répondu à cette série de questions.

c) Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 39 à 41 et fig. 18 à 20)

42. Le degré de satisfaction quant à l'adéquation de l'assistance bilatérale est relativement élevé parmi les pays d'Amérique latine et des Caraïbes; 66 % sont soit pleinement satisfaits soit satisfaits jusqu'à un certain point, et aucun pays n'a indiqué qu'il n'était pas satisfait. C'est là une situation très différente de celle du dernier cycle, lorsque 56 % des pays jugeaient l'assistance bilatérale inadéquate et 40 % qu'elle était relativement ou tout à fait adéquate. S'agissant de la ponctualité, 66 % des pays ayant soumis un rapport considèrent que l'assistance bilatérale est fournie en temps voulu ou plutôt en temps voulu,

en augmentation par rapport à 42 %; un pays considère qu'elle n'est pas fournie en temps voulu, soit une diminution par rapport aux huit pays de 2008-2009. Environ 50 % des pays considèrent que l'assistance est prévisible ou plutôt prévisible, soit une amélioration par rapport aux 30 % de 2008-2009; 17 % considèrent qu'elle n'est pas prévisible, soit une diminution par rapport aux près de 60 %; 33 % des pays n'ont pas répondu à cette série de questions.

d) *Méditerranée septentrionale*

43. Aucun pays de la région n'a répondu à cette question.

e) *Europe centrale et orientale*

44. Trois pays ont répondu à cette question et ils ont tous trois déclaré que l'assistance bilatérale reçue était relativement adéquate et ponctuelle; deux pays ont déclaré qu'elle était relativement prévisible et un pays qu'elle n'était pas prévisible.

2. Évaluation qualitative

a) *Afrique (voir annexe, tableaux 42 à 44 et fig. 21 et 22)*

45. Plus de la moitié des pays africains qui ont soumis un rapport ont bénéficié d'une assistance technique pour mobiliser des ressources auprès de donateurs bilatéraux. L'Afrique de l'Ouest est la sous-région qui en a bénéficié le plus, suivie par l'Afrique australe. C'est le FEM qui a aidé le plus grand nombre de pays africains à mobiliser des ressources auprès de donateurs bilatéraux, suivi par les institutions multilatérales et le secrétariat de la Convention. Le Mécanisme mondial a apporté un appui à cinq pays d'Afrique de l'Ouest et d'Afrique australe. Les pays ayant soumis un rapport qui ont indiqué que l'adéquation, la ponctualité et la prévisibilité de l'assistance bilatérale ne leur ont posé aucune difficulté pour la mise en œuvre de la Convention sont en légère majorité.

b) *Asie (voir annexe, tableaux 45 à 47 et fig. 23 et 24)*

46. Sur les 21 pays qui ont soumis un rapport, 15 ont reçu un appui technique pour mobiliser des ressources extérieures auprès de donateurs bilatéraux. Cet appui a été réparti très uniformément entre toutes les sous-régions, l'Asie occidentale étant la plus favorisée et le Pacifique la sous-région la moins favorisée. Comme en Afrique, les organisations multilatérales et le FEM ont apporté une assistance à la plupart des pays. Le Mécanisme mondial a fourni une assistance à sept pays et le secrétariat de la Convention à six pays. Dans la logique de leur évaluation de l'adéquation, de la ponctualité et de la prévisibilité de l'assistance bilatérale reçue, 14 des 18 pays ayant soumis un rapport ont fait état d'entraves à la planification et à la mise en œuvre de la Convention. Environ 23 % des pays ayant soumis un rapport n'ont pas répondu à la question.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 48 à 50 et fig. 25 et 26)*

47. Sur les 12 pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes qui ont soumis un rapport, 7 ont reçu un soutien pour mobiliser des ressources. Tous les pays andins en ont reçu tandis que ceux de la sous-région des Caraïbes n'en ont reçu aucun. La configuration du soutien est différente de celui apporté en Afrique et en Asie car le Mécanisme mondial est dans le cas présent le principal prestataire de l'aide (cinq pays). Le secrétariat de la Convention, le FEM et un groupe d'autres entités bilatérales et multilatérales ont chacun fourni une aide à trois pays. Dans cette région, 2 pays ont fait état d'obstacles pour la mise en œuvre de la Convention, 4 ont indiqué qu'ils n'en avaient rencontré aucun et 5 n'ont pas répondu à la question.

d) *Méditerranée septentrionale*

48. Aucun pays de la région n'a répondu aux questions de cette section.

e) *Europe centrale et orientale*

49. Trois pays de la région ont répondu aux questions de cette section. Deux ont reçu une assistance pour mobiliser des ressources auprès de donateurs bilatéraux, et un n'en a reçu aucune. L'assistance a été fournie par le FEM et d'autres sources. Ces trois pays ont indiqué que le degré d'adéquation, de ponctualité et de prévisibilité de l'assistance reçue avait pesé sur les résultats de la mise en œuvre de la Convention.

V. Indicateur de résultats CONS-O-17 du résultat 5.3

Nombre de propositions de projet liées à la DDTS soumises, et dont le financement a été accepté par les institutions financières, instruments et fonds internationaux, y compris le FEM.

A. Analyse mondiale

1. Nombre de projets en cours et de propositions de projet soumises en attente (voir annexe, tableau 51 et fig. 27)

50. Près de 500 projets financés par des institutions, instruments et fonds internationaux étaient en cours durant la période considérée, et plus de 300 projets étaient en attente. L'Afrique a indiqué le plus grand nombre, et de loin, de propositions de projet soumises. L'Asie compte le plus grand nombre de projets en cours, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes, et par l'Afrique. L'Asie est également la région qui a mobilisé la plus grande quantité de ressources financières; un pays a, à lui seul, levé près de 90 % de la totalité des fonds mobilisés dans la région.

51. Lorsque l'on compare ces chiffres à ceux communiqués par les pays parties développés et le FEM, y compris ceux concernant le volume des investissements, il ressort que les institutions multilatérales sont de loin les partenaires les plus importants des pays parties touchés pour ce qui est du financement de projets liés à la DDTS. Cela concorde également avec les évaluations de l'assistance reçue.

52. Lorsque l'on compare ces chiffres à ceux du cycle précédent, il ressort que le nombre, en chiffre absolu, de propositions de projet soumises a légèrement augmenté et que le nombre des projets en cours, tout comme le montant total des ressources mobilisées, a diminué. Cette tendance pourrait s'expliquer par le fait que le nombre d'entités qui ont participé aux deux cycles de présentation des rapports n'était pas identique.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

Une croissance régulière du nombre de propositions de projet liées à la DDTS auxquelles il a été donné suite est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

53. Comme pendant le précédent exercice biennal, 14 pays ont indiqué, à la fin du cycle de présentation de rapports, qu'ils avaient mobilisé suffisamment de ressources auprès des institutions financières, instruments et fonds internationaux à la faveur des propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite. L'Asie est la région qui a signalé le plus grand nombre de pays ayant mobilisé suffisamment de ressources. Au total, 41 pays (soit une diminution par rapport aux 59 pays) n'étaient pas satisfaits du montant des ressources mobilisées, mais ont indiqué qu'ils prévoyaient de l'augmenter (voir annexe, tableau 52 et fig. 28).

54. La plupart des pays (38 %) ont obtenu entre 50 % et 75 % de leur financement total en faisant appel à des ressources internationales (voir annexe, tableau 53), et 25 % des pays qui ont fait appel à des ressources internationales ont obtenu plus de 75 % de leur financement total.

55. L'augmentation du nombre de propositions de projet soumises a tenu principalement à une meilleure aptitude des parties prenantes nationales à élaborer les demandes (indication donnée par 26 % des pays), suivie de près par une plus grande facilité d'application et une plus grande transparence des procédures de demande (24 %). Un autre élément de succès dans ce contexte a été l'existence d'une stratégie de financement telle que la SFI.

56. Les pays ont indiqué différentes raisons pour expliquer la tendance à la baisse du nombre de propositions de projet soumises: la principale était la modicité des ressources financières disponibles pour les activités liées à la DDTS et/ou des affectations précises dans le portefeuille des donateurs.

57. Par rapport au cycle précédent de présentation des rapports, le nombre de propositions de projet qui ont été soumises a légèrement augmenté tandis que celui des projets en cours et le montant des ressources mobilisées ont diminué d'environ un tiers. Là encore, cette diminution pourrait s'expliquer par le plus petit nombre de pays qui ont communiqué des informations au sujet de cet indicateur. Cela dit, le nombre de projets en cours a suivi une courbe ascendante en Asie.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Nombre de propositions de projet soumises (en attente) et en cours

a) Afrique (voir annexe, tableau 54 et fig. 29)

58. Les pays parties touchés en Afrique ont indiqué que 122 propositions de projet avaient été soumises et que 161 étaient en attente. La plupart des projets sont localisés en Afrique de l'Ouest (75 % des projets en cours et 84 % des projets en attente). Le montant total des fonds levés par la région atteignaient à peine 419 millions de dollars É.-U., en diminution par rapport au 1 milliard de dollars indiqué pour l'exercice biennal précédent; la plus grande partie des capitaux a été utilisée en Afrique centrale (38 % du total).

b) Asie (voir annexe, tableau 55 et fig. 30)

59. Les pays parties touchés en Asie ont fait état de 208 projets en cours et de 91 projets en attente. La plupart des projets concernaient l'Asie du Sud (43 % des projets en cours et 58 % des projets en attente). L'Asie de l'Est venait en second pour le nombre de projets en cours (56 %) et avait mobilisé la plus grande partie des ressources, soit près de 93 % du total régional (17,5 milliards de dollars É.-U.), soit une diminution par rapport aux 24 milliards de dollars relevés pour l'exercice biennal précédent.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableau 56 et fig. 31)*

60. Les pays parties touchés dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes ont fait état de 145 projets en cours et de 19 projets en attente. La plupart des projets sont localisés dans la région andine (59 % des projets en cours et 84 % des projets en attente). Le montant total des fonds levés par la région dépassait tout juste les 210 millions de dollars, ce qui représente une diminution par rapport aux 733 millions de dollars indiqués pendant l'exercice biennal précédent. La sous-région du cône Sud a levé la plus grande partie des fonds (80 %). Les pays des Caraïbes n'ont pas indiqué le montant des fonds qu'ils avaient mobilisé.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 57)*

61. La région de la Méditerranée septentrionale a fait état de 14 projets en cours et de 12 projets en attente. Le montant total des fonds levés par la région atteignait à peine 0,5 million de dollars.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 58)*

62. La région de l'Europe centrale et orientale a fait état de trois projets en cours et de 19 projets en attente. Le montant total des fonds levés par la région dépassait tout juste les 5 millions de dollars. Cette région a connu la plus forte diminution des fonds levés. Cependant, lorsque l'on considère uniquement les pays qui ont participé aux deux cycles de présentation de rapports, la différence est nettement plus faible. Les deux tiers du montant total ont été levés par un seul pays qui n'a pas participé au dernier cycle de présentation de rapports.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

a) *Afrique (voir annexe, tableaux 59 et 60 et fig. 32)*

63. À la fin du cycle de présentation de rapports, trois pays ont indiqué qu'ils avaient mobilisé suffisamment de ressources auprès des institutions financières, mécanismes et fonds internationaux à la faveur des propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite. Ces pays sont situés en Afrique du Nord, en Afrique australe et en Afrique de l'Ouest. Les 20 pays qui n'étaient pas satisfaits du montant des ressources mobilisées ont indiqué qu'ils projetaient de l'augmenter.

b) *Asie (voir annexe, tableaux 61 et 62 et fig. 33)*

64. À la fin du cycle de présentation de rapports, sept pays ont indiqué qu'ils avaient mobilisé suffisamment de ressources auprès des institutions financières, mécanismes et fonds internationaux à la faveur des propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite. Ces pays sont situés en Asie centrale. Les 13 pays qui n'étaient pas satisfaits du montant des ressources mobilisées ont indiqué qu'ils projetaient de l'augmenter.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 63 et 64)*

65. À la fin du cycle de présentation de rapports, trois pays ont indiqué qu'ils avaient mobilisé suffisamment de ressources auprès des institutions financières, mécanismes et fonds internationaux à la faveur des propositions de projet soumises auxquelles il a été donné suite. Trois autres pays, qui n'étaient pas satisfaits du montant des ressources mobilisées, ont indiqué qu'ils projetaient de l'augmenter.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 65)*

66. Deux pays ont apporté des informations concernant cet indicateur, et ils ont tous deux fait état d'une mobilisation insuffisante de ressources. Ils projettent cependant l'un et l'autre de mobiliser des ressources à l'avenir. Trois pays avaient donné les mêmes indications au cours du cycle précédent.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableau 66)*

67. Un pays a indiqué qu'il avait mobilisé suffisamment de ressources, et trois autres pays qu'ils projetaient de mobiliser des ressources.

C. Fonds pour l'environnement mondial

1. Nombre de propositions de projet liées à la désertification/dégradation des terres et à la sécheresse soumises (en attente) et approuvées (voir annexe, tableaux 67 et 68)

68. Pour cet indicateur de résultats, le FEM a fait part de l'approbation qu'il avait donnée pour 43 propositions de projet liées à la DDTS, ce qui représente une augmentation par rapport aux 31 propositions pour l'exercice biennal précédent. Le montant total de ces projets dépasse les 2,5 milliards de dollars (en augmentation par rapport aux 176 millions de dollars en 2008-2009). La plupart de ces projets se sont déroulés dans les pays visés à l'annexe I concernant la mise en œuvre de la Convention au niveau régional, dans lesquels la plus grande partie des fonds a été déboursée; ce sont les pays visés à l'annexe IV concernant la mise en œuvre de la Convention au niveau régional qui ont reçu le moins de fonds. Le FEM n'a pas indiqué le nombre de projets en attente.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

69. Le FEM a indiqué que la tendance à donner de plus en plus suite à des propositions de projet soumises tenait principalement au fait que des tiers (par exemple le secteur privé) s'impliquaient davantage pour faciliter l'accès à des financements.

VI. Indicateur de résultats CONS-O-18 du résultat 5.5

Montant des ressources financières et type de mesures d'incitation facilitant l'accès aux technologies par les pays parties touchés.

A. Analyse au plan mondial

1. Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie (voir annexe, tableaux 69 et 70)

70. Plus de 6 milliards de dollars ont été affectés à la facilitation du transfert de technologie au cours de chaque année de la période, tout en diminuant légèrement en 2011, ce qui correspond au triple des 2 milliards de dollars affectés en 2008-2009. Comme pendant l'exercice biennal précédent, l'Asie a attiré la plus grande partie, et de loin, de ces fonds, suivie par l'Amérique latine et les Caraïbes. Toutefois, certains pays ont engrangé une très grande partie des fonds affectés à leur région, ce qui a entraîné des variations d'une sous-région à l'autre.

71. Trente-sept pays au total ont mis en place des mesures d'incitation pour faciliter l'accès aux technologies, leur nombre étant en légère augmentation par rapport aux années précédentes. C'est l'Asie qui a mis en place le plus grand nombre de mesures d'incitation, suivie de près par l'Afrique. Les mesures d'incitation politiques ou réglementaires et les mesures d'incitation financières ont été les mesures les plus courantes dans toutes les régions (29 et 28 mesures, respectivement). Dix-neuf pays ont fait état de mesures d'incitation fiscales, alors qu'ils étaient 13 au cours de l'exercice biennal précédent.

**2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif
(voir annexe, tableaux 71 à 75 et fig. 34 à 36)**

Une croissance régulière des ressources financières affectées à la facilitation de l'accès aux technologies par les pays touchés est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

Une croissance régulière du nombre de mesures d'incitation économiques et politiques déclarées est enregistrée au cours de la période de mise en œuvre de la Stratégie.

72. De 2010 à 2011, le montant des ressources financières affectées au transfert de technologie a augmenté dans toutes les régions, à l'exception de l'Amérique latine et des Caraïbes, où il a baissé de 4 %. La plus grande partie des pays parties touchés – 43 sur 50 – considère que les ressources affectées à la facilitation du transfert de technologie sont insuffisantes. L'Asie compte le plus grand nombre de pays parties touchés insatisfaits, et aucun pays de l'Europe centrale et orientale n'a estimé que les montants affectés étaient suffisants.

73. La plus grande partie des pays parties touchés (37) ont également des plans pour créer un environnement propice au transfert de technologie; six pays n'en ont pas. Les pays doivent prévoir des mesures supplémentaires à moyen terme: 15 pays ont l'intention de les mettre en application au cours de l'exercice biennal 2012-2013, et 17 autres pays au cours du cycle 2014-2015 de présentation des rapports. C'est là une indication que cet objectif pourrait être atteint.

74. Quant au second objectif, on a recensé une croissance régulière du nombre de pays parties touchés qui ont mis en place des mesures d'incitation économiques et politiques dans 38 pays pour l'exercice biennal 2010-2011, ce qui dénote une légère augmentation par rapport au cycle précédent. Cet objectif sera atteint si les 37 autres pays qui prévoient de créer des mesures d'incitation ou de renforcer celles qui existent y parviennent au cours du prochain exercice biennal.

75. Les raisons invoquées par les pays pour expliquer le manque d'efficacité des mesures d'incitation actuelles sont notamment: i) l'inapplication des mesures d'incitation politiques ou réglementaires; ii) le manque de ressources à consacrer pour des mesures d'incitation financières ou fiscales; et iii) l'absence de soutien de la part des systèmes financiers et de crédit nationaux.

76. La tendance croissante à l'affectation de ressources financières par le biais de programmes et projets se rapportant à la DDTS pour faciliter l'accès à la technologie a surtout tenu, selon l'explication donnée, à la mise en place d'aides publiques, qui ont représenté 36 % du total une fois pondérées en fonction du degré d'importance accordée.

77. La tendance à la baisse des ressources financières affectées aux programmes et projets relatifs à la DDTS pour faciliter l'accès à la technologie tenait principalement à l'absence d'infrastructures fixes pour avoir accès à cette technologie, qui a contribué

à hauteur de 37 % du total une fois pondérée selon le niveau d'importance accordée. Le nombre de pays qui ont fait état d'une mobilisation de ressources suffisantes pour la DDTS est demeuré stable au niveau mondial mais le nombre de pays insatisfaits du montant des ressources a diminué. Selon estimation, les montants affectés pour faciliter le transfert de technologie se sont fortement accrus dans toutes les régions. Les pays ont fait état d'une plus grande utilisation de tous les types de mesures d'incitation, sauf dans la région de l'Amérique latine et des Caraïbes. Malgré cet accroissement, 85 % des pays ont jugé insuffisantes les ressources affectées par le biais des projets et programmes relatifs à la DDTS pour le transfert de technologie.

B. Pays parties touchés (analyse aux plans sous-régional et régional)

1. Estimation des montants affectés à la facilitation du transfert de technologie

a) Afrique (voir annexe, tableaux 76 et 77)

78. Plus de 98 millions de dollars ont été affectés à la facilitation du transfert de technologie en Afrique en 2010 et plus de 123 millions de dollars en 2011. L'Afrique de l'Ouest en a reçu la plus grande partie, avec plus de 90 % du total. Toutefois, les données pour cette région doivent être considérées avec prudence étant donné que deux sous-régions (Afrique de l'Est et Afrique australe) n'ont pas communiqué de données financières pour cet indicateur. Le montant affecté dénote une forte augmentation par rapport aux montants approximatifs de 26 millions de dollars en 2008 et 36 millions en 2009.

79. En Afrique, 13 pays ont indiqué qu'ils avaient créé des mesures d'incitation pour faciliter l'accès aux technologies, comme pendant le cycle précédent. En outre, 12 pays ont mis en place des mesures d'incitation politiques ou réglementaires, 10 des mesures d'incitation financières et 6 des mesures d'incitation fiscales. L'Afrique de l'Ouest était la sous-région qui comptait le plus grand nombre de mesures d'incitation.

b) Asie (voir annexe, tableaux 78 et 79)

80. L'Asie a indiqué que plus de 3,5 milliards de dollars avaient été affectés à la facilitation du transfert de technologie à la fois en 2010 et en 2011, avec une légère tendance croissante tout au long du cycle de présentation de rapports. L'Asie occidentale était la sous-région qui en avait reçu la plus grande part – plus de 90 %; par contre, aucun pays d'Asie de l'Est n'a communiqué de données financières pour cet indicateur. Toutefois, la plupart des sous-régions, en Asie, comptaient un ou deux pays ayant soumis un rapport, de sorte que cette analyse régionale doit être considérée comme plus ou moins fiable. L'augmentation est considérable étant donné qu'environ 370 millions de dollars avaient été affectés à la facilitation du transfert de technologie en Asie en 2008 et 536 millions de dollars en 2009.

81. Quatorze pays ont indiqué qu'ils avaient créé des mesures d'incitation visant à faciliter l'accès à la technologie, soit 4 pays de plus que pendant le cycle précédent. Treize pays ont mis en place des mesures d'incitation politiques ou réglementaires, 11 des mesures d'incitation financières et 8 des mesures d'incitation fiscales. La sous-région qui compte le plus grand nombre d'incitations est l'Asie occidentale.

c) Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 80 et 81)

82. Les pays de cette région ont indiqué que 2,4 milliards de dollars avaient été affectés à la facilitation du transfert de technologie pour des activités liées à la DDTS en 2010 et 2,3 milliards de dollars en 2011. La sous-région des Caraïbes n'a pas communiqué de données financières. Environ 440 millions de dollars ont été affectés à la facilitation du

transfert de technologie en Amérique latine et dans les Caraïbes pendant l'exercice biennal 2008-2009. Il ressort d'une comparaison des deux cycles de présentation de rapports que ce chiffre a fortement augmenté malgré la tendance à la baisse entre 2010 et 2011.

83. Cinq pays ont mis en place des mesures d'incitation pour faciliter l'accès aux technologies, ce qui constitue un recul par rapport aux 8 pays du cycle précédent (2008-2009). Aucun pays n'a créé de mesures d'incitation politiques ou réglementaires, mais 3 ont mis en place des mesures d'incitation financières et 2 ont fait état de mesures d'incitation fiscales.

d) Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableau 82)

84. La région n'a pas donné d'estimation du montant affecté à la facilitation du transfert de technologie.

85. Deux pays ont créé des mesures d'incitation pour faciliter l'accès aux technologies; deux pays ont mis en place des mesures d'incitation financières, tandis que l'un créait des mesures d'incitation politiques/réglementaires et l'autre des mesures d'incitation fiscales.

e) Europe centrale et orientale (voir annexe, tableaux 83 et 84)

86. Dans cette région, 1 million de dollars ont été affectés à la facilitation du transfert de technologie pour des activités en rapport avec la DDTS en 2010 et 1,8 million de dollars en 2011, ce qui dénote une forte baisse par rapport aux 580 millions de dollars indiqués pendant le cycle précédent.

87. Trois pays ont créé des mesures d'incitation pour faciliter le transfert de technologie. Ils ont tous les trois mis en place des mesures d'incitation politiques ou réglementaires et deux d'entre eux des mesures d'incitation financières et fiscales.

2. Contribution nationale à la réalisation de l'objectif

a) Afrique (voir annexe, tableaux 85 et 86)

88. Parmi les pays qui ont présenté un rapport sur la base de cet indicateur, 76 % considéraient que les ressources affectées pour faciliter l'accès à la technologie étaient insuffisantes.

89. Dix-sept pays africains au total ont fait état de plans visant à mettre en place de nouvelles mesures pour faciliter l'instauration d'un climat propice au transfert de technologie au cours des prochains exercices biennaux.

90. Les raisons invoquées par les pays pour expliquer le manque d'efficacité des mesures d'incitation actuelles comprennent l'inapplication des mesures d'incitation politiques ou réglementaires, le manque de ressources à consacrer à des mesures d'incitation financières ou fiscales et, un peu plus souvent, l'absence de soutien de la part des systèmes financiers et de crédit nationaux.

b) Asie (voir annexe, tableaux 87 et 88)

91. Sur les 18 pays qui ont répondu à cette question, 17 considéraient que les ressources affectées par le biais des projets et programmes se rapportant à la DDTS pour faciliter l'accès aux technologies étaient insuffisantes. Le seul pays qui a jugé ces ressources suffisantes est situé dans la sous-région de l'Asie occidentale.

92. Onze pays envisagent d'instaurer des mesures supplémentaires afin de mettre en place des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie entre 2012-2013 et 2014-2015. Aucun pays n'a fait état de plans à long terme (c'est-à-dire pour l'exercice biennal 2016-2017).

93. La principale raison du manque d'efficacité des mesures d'incitation actuelles était le manque de ressources indispensables pour appliquer des mécanismes d'ordre financier et fiscal, qui représentait 42 % du total, une fois pondéré en fonction du degré d'importance donnée.

c) *Amérique latine et Caraïbes (voir annexe, tableaux 89 et 90)*

94. Six des huit pays ayant présenté un rapport ont jugé insuffisantes les ressources affectées à la facilitation de l'accès aux technologies. La plupart de ces pays sont situés dans la sous-région andine et celle du cône Sud.

95. Cinq pays de la région de l'Amérique latine et des Caraïbes prévoient de mettre en place des mesures d'incitation en faveur du transfert de technologie au cours des années à venir, en particulier pendant l'exercice biennal 2014-2015.

96. Les pays ayant présenté un rapport ont indiqué que la principale cause du manque d'efficacité des mécanismes existants était un manque de ressources pour mettre en place des mesures d'incitation financières ou fiscales. Cette opinion était partagée par 44 % d'entre eux, une fois pondérée en fonction du degré d'importance donnée.

d) *Méditerranée septentrionale (voir annexe, tableaux 91 et 92)*

97. Trois pays de la région ont répondu à cette question. Ils ont tous fait état de l'insuffisance des ressources affectées par le biais des programmes et projets liés à la DDTS pour faciliter l'accès à la technologie. Leurs indications correspondent à celles données au cours du précédent cycle.

98. Deux pays ont fait porter sur les systèmes financier et de crédit nationaux la principale responsabilité du manque d'efficacité des mesures d'incitation actuelles.

e) *Europe centrale et orientale (voir annexe, tableaux 93 et 94)*

99. Quatre pays de la région ont répondu à cette question. Ils ont tous jugé insuffisantes les ressources affectées à la facilitation de l'accès aux technologies.

100. Trois pays de la région de l'Europe centrale et orientale prévoient de prendre des dispositions supplémentaires pour mettre en place des mesures d'incitation facilitant le transfert de technologie. Deux de ces pays le feront en 2012-2013 et le troisième prévoit de le faire pendant l'exercice biennal suivant (c'est-à-dire 2014-2015).

101. Deux pays ont indiqué les raisons du manque d'efficacité des mesures d'incitation actuelles ainsi que de la tendance à l'augmentation ou à la diminution des ressources financières affectées aux activités liées à la DDTS qui facilitent l'accès aux technologies. La principale était l'absence de mesures d'incitation politiques ou réglementaires.

VII. Conclusions

102. L'analyse des données communiquées par les pays parties touchés et les pays développés parties, le FEM et le Mécanisme mondial pour l'exercice biennal 2010-2011 a abouti à des conclusions concernant le financement et le transfert de technologie, et a confirmé certaines conclusions et tendances qui ressortaient du précédent exercice biennal.

103. Au total, 24 pays parties touchés disposaient d'au moins un CII à la fin de 2011, ce qui correspond à deux fois plus de pays que pendant l'exercice biennal 2008-2009. Plus de la moitié des pays ayant présenté un rapport, la plupart en Afrique, ont établi leur CCI à partir de leur PAN. En outre, 33 pays ont l'intention d'élaborer un CII au cours des prochaines années; deux pays développés parties et le Mécanisme mondial se sont déclarés prêts à soutenir la mise en place de CII dans les pays parties touchés à l'avenir. Il est nécessaire de redoubler d'efforts concertés et d'intensifier l'engagement politique pour que l'objectif de 50 % fixé dans la Stratégie puisse être atteint d'ici à 2014.

104. Le soutien financier apporté par les huit pays développés parties qui ont répondu à cette question pendant le présent cycle atteignait 1 milliard 280 millions de dollars pour l'exercice biennal 2010-2011. Ces pays ont également indiqué qu'ils mettaient 45 millions de dollars de plus à la disposition d'organisations multilatérales. Au total, ce montant correspond à peu près à la moitié de ce qui était indiqué pendant le dernier exercice biennal.

105. Le degré global de satisfaction parmi les pays parties touchés quant à l'assistance reçue peut être considéré comme moyennement satisfaisant à bon. C'est la ponctualité qui suscite la plus grande satisfaction, suivie par l'adéquation et enfin la prévisibilité. Ces résultats sont conformes à ceux indiqués pendant le dernier exercice biennal.

106. Pour l'exercice biennal 2010-2011, 492 projets en cours financés par des institutions, mécanismes et fonds internationaux et 302 propositions de projets ont été signalés. Le nombre de projets en attente a augmenté par rapport au précédent cycle, mais celui des projets en cours a diminué. Le montant cumulé des ressources investies dans les projets en cours était de 18,2 milliards de dollars, ce qui représente une baisse de 35 % par rapport à l'exercice biennal précédent. Soixante-quinze pour cent des pays qui ont soumis un rapport ont indiqué qu'ils ne mobilisaient pas suffisamment de ressources pour couvrir leurs besoins d'investissement. Tous prévoyaient de redoubler d'efforts à cet égard, en particulier les pays africains.

107. Plus de 6 milliards de dollars ont été investis chaque année de l'exercice biennal en mesures d'incitation pour faciliter le transfert de technologie, ce qui dénote une constante augmentation par rapport au dernier cycle de présentation de rapports. Toutefois, plusieurs pays ont indiqué que les ressources affectées aux incitations demeuraient insuffisantes et ont fait état de leur intention de prendre des mesures supplémentaires à l'avenir. Il y aurait alors de bonnes chances d'atteindre les objectifs fixés pour cet indicateur.

VIII. Recommandations

108. À la onzième session du Comité, les Parties pourraient examiner les premières recommandations ci-après, en vue d'engager rapidement des consultations sur des projets de décision qui seraient soumis pour examen à la Conférence des Parties à sa onzième session:

a) Les pays parties touchés sont instamment invités à redoubler d'efforts pour mettre en place des CII en vue d'atteindre l'objectif de 50 % fixé par la Stratégie d'ici à 2014;

b) Les pays développés parties, le FEM et d'autres institutions financières multilatérales sont invités à soutenir davantage la mise en place de CII dans toutes les régions, en particulier en Asie, en Amérique latine et dans les Caraïbes ainsi qu'en Europe centrale et orientale;

c) Le Mécanisme mondial est prié de continuer d'aider les pays parties touchés et les sous-régions à élaborer leur CII pour trouver des sources de financement innovantes, y compris de nouvelles possibilités, instruments et mécanismes financiers, à cet effet;

d) Les pays développés parties et les institutions multilatérales, en particulier le FEM, sont invités à améliorer l'adéquation, la ponctualité et la prévisibilité des ressources fournies aux pays parties touchés et aux sous-régions pour donner suite aux préoccupations exprimées par ces Parties;

e) Les pays parties touchés sont invités à redoubler d'efforts en soumettant des propositions de projet aux institutions financières, instruments et fonds multilatéraux et à tirer parti de l'appui fourni à cette fin, s'agissant en particulier (mais pas exclusivement) des ressources affectées dans le cadre du FEM et de son système garantissant l'affectation transparente des ressources;

f) Le FEM est prié de prendre en considération les évaluations des besoins nationaux en affectant des ressources pour la prochaine opération de reconstitution de ses ressources; et

g) Les organes subsidiaires et les institutions relevant de la Convention sont priés d'inscrire la prise en compte de ces recommandations dans leurs programmes de travail et plans respectifs qui doivent être présentés pour examen à la onzième session de la Conférence des Parties, le but étant de fournir aux pays parties touchés l'assistance requise pour atteindre l'objectif opérationnel 5 de la Stratégie.

Annexe

[Anglais seulement]

Tables and figures accompanying the preliminary analysis of performance indicators established under operational objective 5 of The Strategy

List of figures

	<i>Page</i>
1. Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Global, 2010–2011)	30
2. Difficulties experienced by affected country Parties in developing an integrated investment framework, weighted according to level of importance (Global, 2010–2011)	32
3. Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Africa, 2010–2011)	33
4. Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Asia, 2010–2011)	35
5. Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	36
6. Reasons for increasing financial resources, weighted according to level of importance (developed country Parties, 2010–2011)	41
7. Reasons for decreasing financial resources, weighted according to level of importance (developed country Parties, 2010–2011)	42
8. Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)	43
9. Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)	44
10. Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Global, 2010–2011)	45
11. Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Global, 2010–2011)	47
12. Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	48
13. Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	49
14. Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	50
15. Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	51

16.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	52
17.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	53
18.	Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	54
19.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	55
20.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	56
21.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Africa, 2010–2011)	57
22.	Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Africa, 2010–2011)	58
23.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Asia, 2010–2011)	59
24.	Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Asia, 2010–2011)	60
25.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	61
26.	Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	62
27.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Global, 2010–2011)	63
28.	Status of, and plans for, the mobilization of resources (percentage of countries) (Global, 2010–2011)	64
29.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Africa, 2010–2011)	66
30.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Asia, 2010–2011)	67
31.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	68
32.	Status of, and plans for, the mobilization of resources (percentage of countries) (Africa, 2010–2011)	69
33.	Status of, and plans for, the mobilization of resources (Asia, 2010–2011).....	71
34.	Reasons for the ineffectiveness of existing incentives (Global, 2010–2011).....	76
35.	Reasons for the increasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)	77

36.	Reasons for the decreasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology (Global, 2010–2011)	78
-----	-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------	----

List of tables

1.	Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Global, 2010–2011)	30
2.	Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Global, 2010–2011)	31
3.	Number of integrated investment frameworks supported by developed country Parties and multilateral institutions (Global, 2010–2011)	31
4.	Type of support received by number of countries (Global, 2010–2011).....	31
5.	Number of affected country Parties that experienced difficulties in developing an integrated investment framework (from 0 (not important) to 5 (very important)) (Global, 2010–2011)	32
6.	Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Africa, 2010–2011).....	33
7.	Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Africa, 2010–2011).....	33
8.	Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Africa, 2010–2011)	34
9.	Type of support received by number of countries (Africa, 2010–2011)	34
10.	Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Asia, 2010–2011).....	34
11.	Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Asia, 2010–2011).....	35
12.	Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Asia, 2010–2011)	35
13.	Type of support received by number of countries (Asia, 2010–2011)	36
14.	Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	36
15.	Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	37
16.	Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	37
17.	Type of support received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	37
18.	Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Africa, 2010–2011).....	38
19.	Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Asia, 2010–2011).....	38
20.	Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	38

21.	Number of integrated investment frameworks whose establishment was supported by developed country Parties (2010–2011).....	39
22.	Geographic distribution of support provided by developed country Parties to the integrated investment frameworks of affected country Parties	39
23.	Difficulties in developing an integrated investment framework (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011)	40
24.	Reasons for not delivering support, by level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (developed country Parties, 2010–2011).....	40
25.	Nominal amount (USD million) of commitments to affected country Parties for DLDD-related activities (from developed country Parties, 2010–2011).....	40
26.	Reasons for increasing financial resources (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011).....	41
27.	Reasons for decreasing financial resources (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011).....	42
28.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)	43
29.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)	44
30.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Global, 2010–2011)	45
31.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Global, 2010–2011)	46
32.	Countries reporting constraints in implementing the Convention on the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Global, 2010–2011).....	46
33.	Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	47
34.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	48
35.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)	49
36.	Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	50
37.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	51
38.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)	52
39.	Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	53
40.	Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	54
41.	Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	55

42.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Africa, 2010–2011)	56
43.	Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Africa, 2010–2011).....	57
44.	Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Africa, 2010–2011)	58
45.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Asia, 2010–2011)	58
46.	Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Asia, 2010–2011).....	59
47.	Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Asia, 2010–2011)	60
48.	Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	60
49.	Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	61
50.	Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	62
51.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Global, 2010–2011)	63
52.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Global, 2010–2011)	64
53.	Share of financing from international resources by number of countries (Global, 2010–2011)	65
54.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Africa, 2010–2011)	65
55.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Asia, 2010–2011)	66
56.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	67
57.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Northern Mediterranean, 2010–2011)	68
58.	Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	68
59.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Africa, 2010–2011)	69
60.	Share of financing from international sources by number of countries (Africa, 2010–2011)	70
61.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Asia, 2010–2011)	70
62.	Share of financing from international sources by number of countries (Asia, 2010–2011).....	71

63.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	72
64.	Share of financing from international resources (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	72
65.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Northern Mediterranean, 2010–2011)	72
66.	Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	73
67.	DDLDD-related project proposals approved by the Global Environment Facility (2010–2011)	73
68.	DDLDD-related project proposals approved by the Global Environment Facility (2010–2011)	73
69.	Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Global 2010–2011)	74
70.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Global, 2010–2011)	74
71.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Global, 2010–2011)	75
72.	Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries (Global, 2010–2011)	75
73.	Reasons for the ineffectiveness of existing incentives weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)	76
74.	Reasons for the increasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)	77
75.	Reasons for the decreasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)	78
76.	Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Africa, 2010–2011)	79
77.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology and type of incentives (Africa, 2010–2011)	79
78.	Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Asia, 2010–2011)	79
79.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Asia, 2010–2011).....	80
80.	Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	80
81.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	80
82.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology and type of incentives (Northern Mediterranean, 2010–2011)	81

83.	Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	81
84.	Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	81
85.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Africa, 2010–2011)	82
86.	Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries (Africa, 2010–2011).....	82
87.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Asia, 2010–2011)	83
88.	Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries (Asia, 2010–2011)	83
89.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)	84
90.	Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011).....	84
91.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Northern Mediterranean, 2010–2011)	84
92.	Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries (Northern Mediterranean, 2010–2011).....	85
93.	Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Central and Eastern Europe, 2010–2011).....	85
94.	Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries (Central and Eastern Europe, 2010–2011)	85

I. Tables and figures for performance indicator CONS-O-14

Table 1
Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
More than one IIF established	0	0	0	0	1	1	0	n/a
One IIF established	14	5	4	0	0	23	12	92 %
Plans to establish IIF	10	12	7	1	2	32	60	-47 %
No plan to establish IIF	1	3	0	2	1	7	7	0 %

Figure 1
Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Global, 2010–2011)

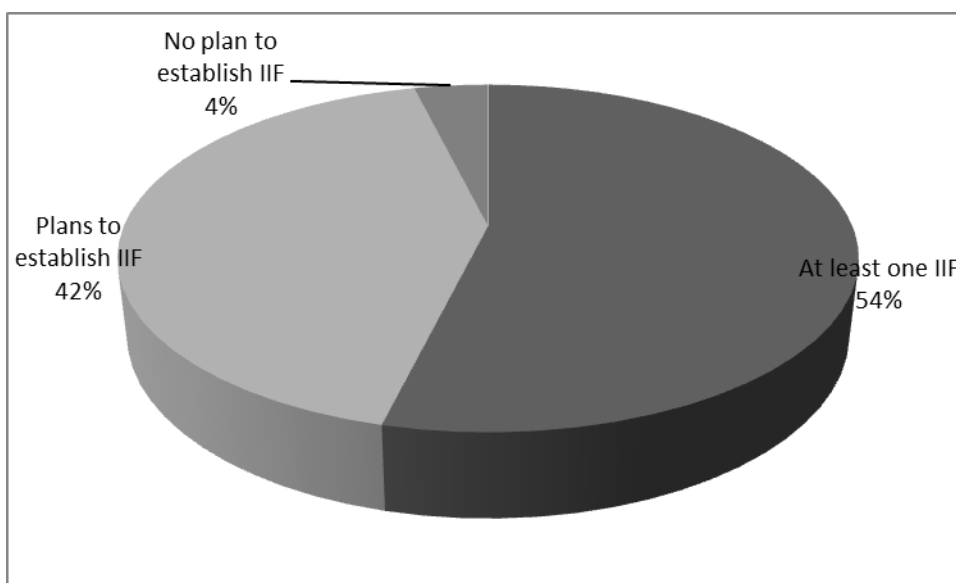


Table 2
Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
IIFs based on NAPs	9	3	3	0	0	15	11	36 %
IIFs not based on NAPs	5	2	1	0	1	9	0	n/a

Table 3
Number of integrated investment frameworks supported by developed country Parties and multilateral institutions (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Global Mechanism	7	3	1	0	0	11	3	267 %
Global Environment Facility	5	1	1	0	0	7	6	17 %
Bilateral	3	1	1	0	0	5	4	25 %
Multilateral	6	1	1	0	0	8	7	14 %
Other	2	0	1	0	0	3	7	-57 %

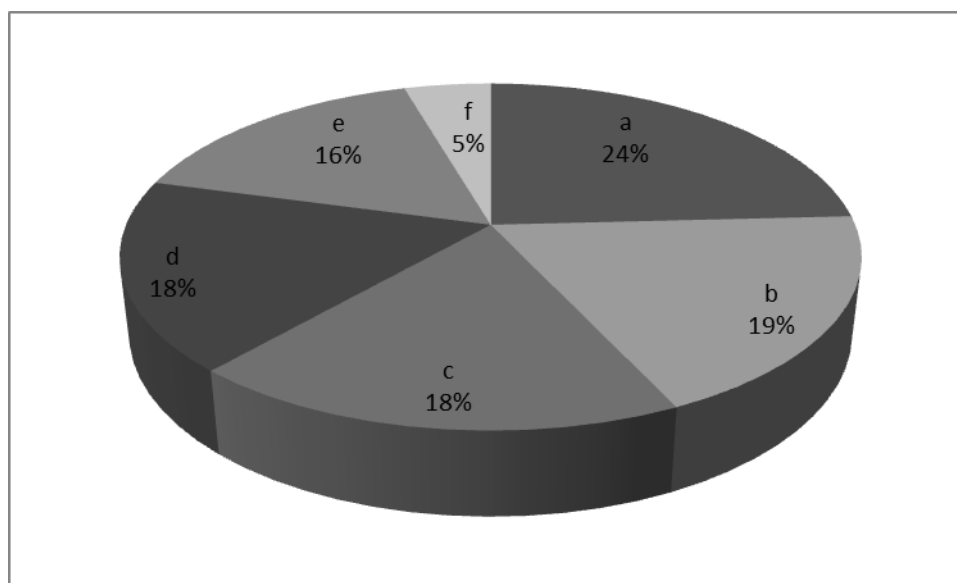
Table 4
Type of support received by number of countries (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Technical	7	2	3	0	0	12	7	71 %
Financial	7	0	3	0	0	10	6	67 %
Capacity-building	4	2	3	0	0	9	6	50 %

Table 5
Number of affected country Parties that experienced difficulties in developing an integrated investment framework (from 0 (not important) to 5 (very important)) (Global, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Financial constraints	2	2	4	5	12	20	45
b. Human resources constraints	2	6	5	16	10	6	45
c. Lack of coordination among relevant ministries and unclear attribution of responsibilities	2	6	3	12	11	8	42
d. Lack of coordination among those providing support	3	6	6	9	13	6	43
e. National, bilateral and multilateral resources are too diverse; cannot be realistically coordinated under one umbrella	3	9	2	10	7	9	40
f. Other	0	1	0	1	1	5	8

Figure 2
Difficulties experienced by affected country Parties in developing an integrated investment framework, weighted according to level of importance (Global, 2010–2011)



Key: a, b, c, d, e, f refer to corresponding Type of difficulty given in table 5.

Table 6
Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
More than one IIF established	0	0	0	0	0	0	0	0 %
One IIF established	3	0	3	2	6	14	8	75 %
Plans to establish IIFs	3	2	0	3	2	10	21	-52 %
No plan to establish an IIF	0	0	0	1	0	1	0	n/a

Figure 3
Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Africa, 2010–2011)

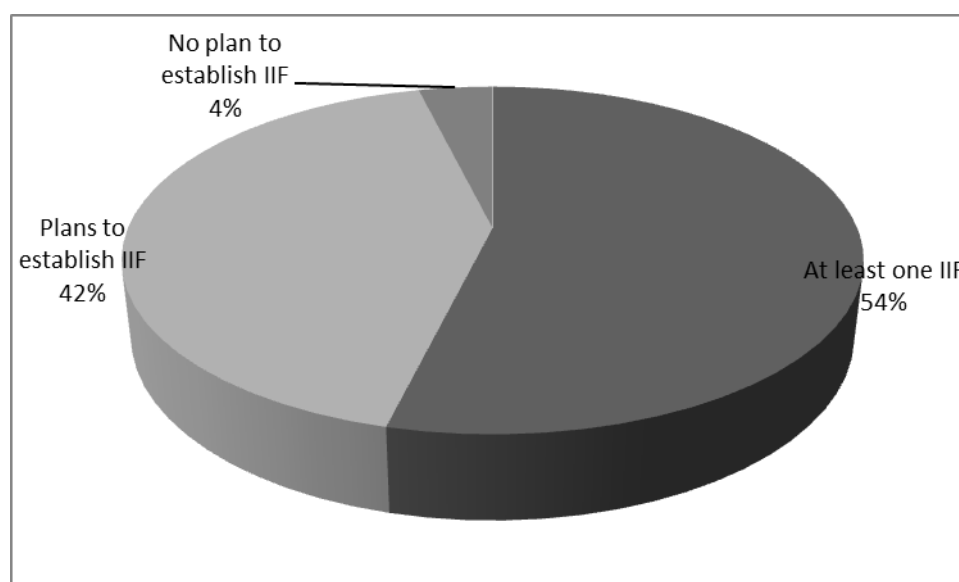


Table 7
Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total
IIFs based on NAPs	1	0	3	2	3	9
IIFs not based on NAPs	4	0	0	0	1	5

Table 8
Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Global Mechanism	0	0	2	2	3	7	2	250 %
Global Environment Facility	1	0	0	1	3	5	5	0 %
Bilateral	0	0	1	0	2	3	4	-25 %
Multilateral	1	0	1	1	3	6	5	20 %
Others	1	0	0	0	1	2	4	-50 %

Table 9
Type of support received by number of countries (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Technical	0	0	2	2	3	7	7	0 %
Financial	1	0	1	2	3	7	6	17 %
Capacity-building	0	0	1	0	3	4	6	-33 %

Table 10
Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Asia, 2010–2011)

	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>South Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
More than one IIF established	0	0	0	0	0	0	0	0	0 %
One IIF established	1	0	0	3	0	1	5	1	400 %
Plans to establish IIF	1	4	2	1	2	2	12	13	-8 %
No plan to establish IIF	1	1	0	0	0	1	3	3	0 %

Figure 4
Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Asia, 2010–2011)

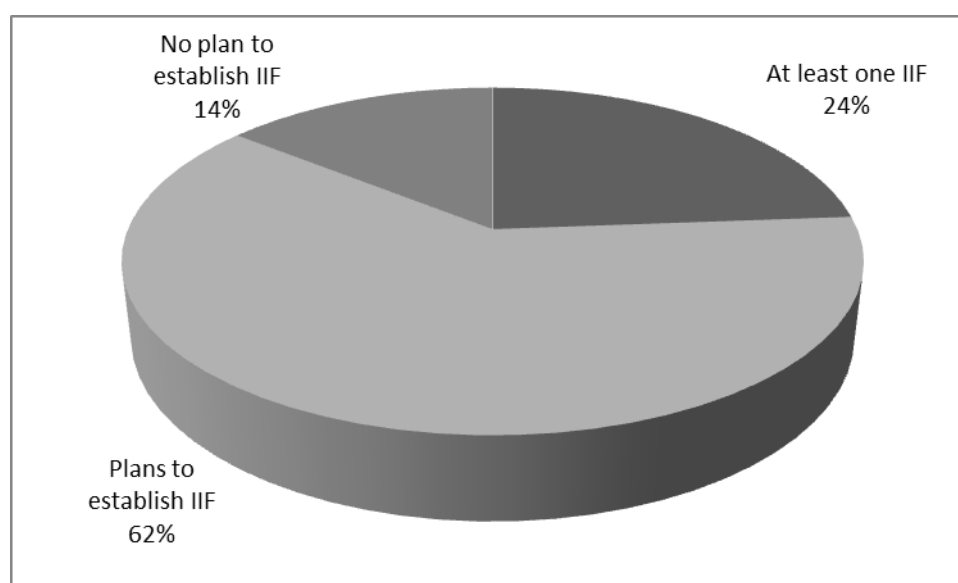


Table 11
Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Asia, 2010–2011)

	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>South Asia</i>	<i>Total</i>
IIFs based on NAPs	1	0	0	1	0	1	3
IIFs not based on NAPs	0	0	0	2	0	0	2

Table 12
Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Asia, 2010–2011)

	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>South Asia</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Global Mechanism	1	0	0	1	0	1	3	0	n/a
Global Environment Facility	0	0	0	1	0	0	1	0	n/a
Bilateral	0	0	0	1	0	0	1	0	n/a
Multilateral	0	0	0	1	0	0	1	0	n/a
Others	0	0	0	0	0	0	0	1	n/a

Table 13
Type of support received by number of countries (Asia, 2010–2011)

	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>South Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Technical	1	0	0	1	0	0	2	1	100 %
Financial	0	0	0	0	0	0	0	0	0 %
Capacity-building	0	0	0	1	0	1	2	0	n/a

Table 14
Number of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
More than one IIF established	0	0	0	0	0	0	0 %
One IIF established	1	1	0	2	4	1	300 %
Plans to establish IIF	2	0	4	1	7	13	-46 %
No plan to establish IIF	0	0	0	0	0	3	n/a

Figure 5
Percentage of affected country Parties that established integrated investment frameworks (IIFs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

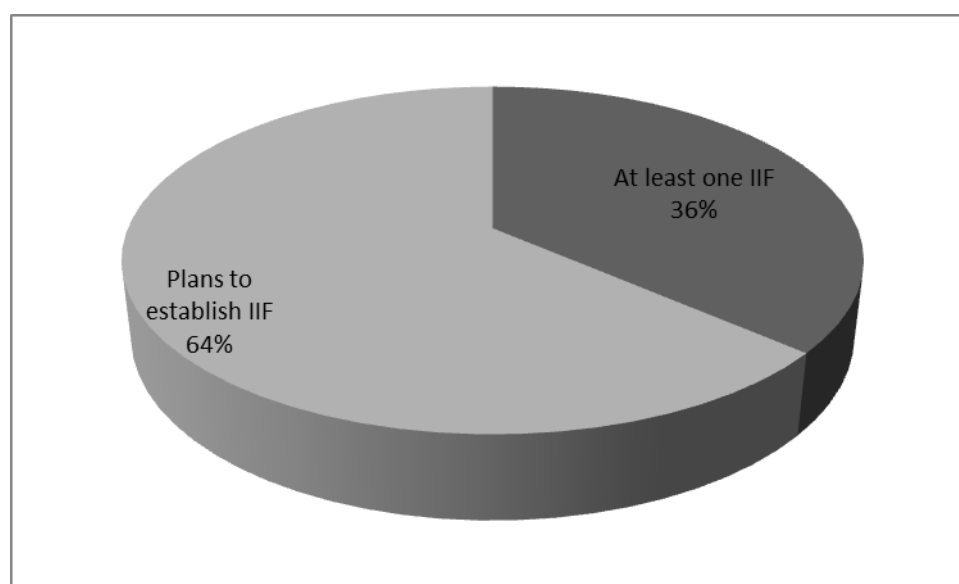


Table 15
Number of integrated investment frameworks (IIFs) based on national action programmes (NAPs) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Total</i>
IIFs based on NAPs	1	1	0	1	3
IIFs not based on NAPs	0	0	0	1	1

Table 16
Number of frameworks supported by donor groups/institutions (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Global Mechanism	1	0	0	0	1	1	0 %
Global Environment Facility	0	1	0	0	1	1	0 %
Bilateral	0	0	0	1	1	0	n/a
Multilateral	0	1	0	0	1	1	0 %
Others	0	0	0	1	1	1	0 %

Table 17
Type of support received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Technical	1	1	0	1	3	0	n/a
Financial	1	1	0	1	3	0	n/a
Capacity-building	1	1	0	1	3	0	n/a

Table 18
Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
2010–2011	0	0	0	0	0	0	12	n/a
2012–2013	0	2	0	2	2	6	5	20 %
2014–2015	1	0	0	1	2	4	3	33 %
2016–2017	0	0	0	0	0	0	n/a	n/a

Table 19
Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Asia, 2010–2011)

	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>South Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
2010–2011	0	0	0	0	0	0	0	11	n/a
2012–2013	1	0	2	1	2	2	8	5	60 %
2014–2015	0	3	0	0	0	0	3	3	0 %
2016–2017	0	1	0	0	0	0	1	n/a	n/a

Table 20
Number of affected country Parties that have plans to establish integrated investment frameworks – national contribution to the target (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
2010–2011	0	0	0	0	0	6	n/a
2012–2013	1	0	1	0	2	6	67 %
2014–2015	1	1	2	0	4	1	300 %
2016–2017	1	0	0	0	1	n/a	n/a

Table 21
Number of integrated investment frameworks whose establishment was supported by developed country Parties (2010–2011)

	<i>IIFs established within the IFS devised by the Global Mechanism</i>	<i>IIFs established within other IFSs</i>
2010	1	8
2011	1	8

IIF = integrated investment framework, IFS = integrated financing strategy.

Table 22
Geographic distribution of support provided by developed country Parties to the integrated investment frameworks of affected country Parties

<i>Region/subregion</i>	<i>Number of entities supported before 2008</i>	<i>Number of entities supported during the biennium 2010-2011</i>
Africa	4 countries	3 countries, 1 subregion and 1 region
Central Africa		1
Eastern Africa		
Northern Africa		
Southern Africa		
Western Africa	4	2
Asia	5 countries	6 countries, 1 subregion and 1 region
Central Asia	5	5
East Asia		1
Pacific		
South-Asia		
South East Asia		
West Asia		
Latin America and the Caribbean		
Andean		
Caribbean		
Mesoamerica		
South Cone		
Northern Mediterranean		
Central and Eastern Europe		
Total	9 countries and 1 global initiative	9 countries, 2 subregions and 2 regions

Table 23
Difficulties in developing an integrated investment framework (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Lack of coordination among relevant ministries of the recipient country(ies) for the provision of needed technical and financial information	2	0	0	1	1	0	3
b. National, bilateral and multilateral resources are too diverse; cannot be realistically coordinated under one umbrella	1	1	0	1	1	0	4
c. Other difficulties	0	0	0	1	0	2	3

Table 24
Reasons for not delivering support, by level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (developed country Parties, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Lack of financial resources	1	0	0	1	0	2	4
b. Not requested by affected and/or subregional/regional entities	1	0	0	0	1	1	3
c. Too onerous exercise compared to the advantages offered	1	1	0	0	0	1	3
d. Other reasons	0	0	0	0	0	1	1

II. Tables and figures for performance indicator CONS-O-15

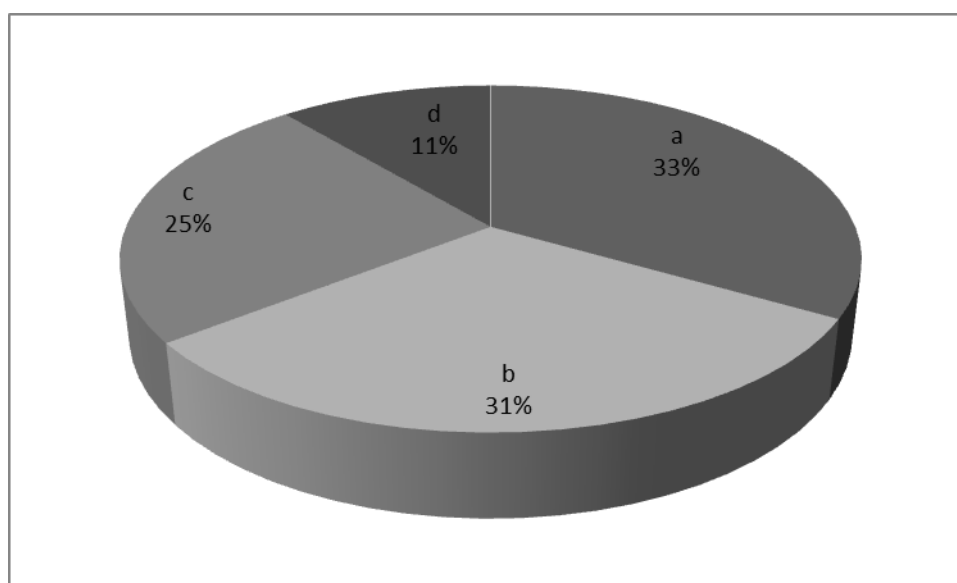
Table 25
Nominal amount (USD million) of commitments to affected country Parties for DLDD-related activities (from developed country Parties, 2010–2011)

<i>Developed country Party</i>	<i>2010–2011</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Europe	1 285.2	2 735.3	-53 %
Total	1 285.2	2 735.3	-53 %

Table 26
Reasons for increasing financial resources (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Increased availability of national resources for development cooperation in general	1	0	0	2	1	1	5
b. Improved profile of UNCCD at the global level, including monitoring of performance	1	0	0	2	2	0	5
c. Increased prioritization of UNCCD by developed country Parties	1	0	0	1	2	0	4
d. Other reasons	0	0	0	0	0	1	1

Figure 6
Reasons for increasing financial resources, weighted according to level of importance (developed country Parties, 2010–2011)

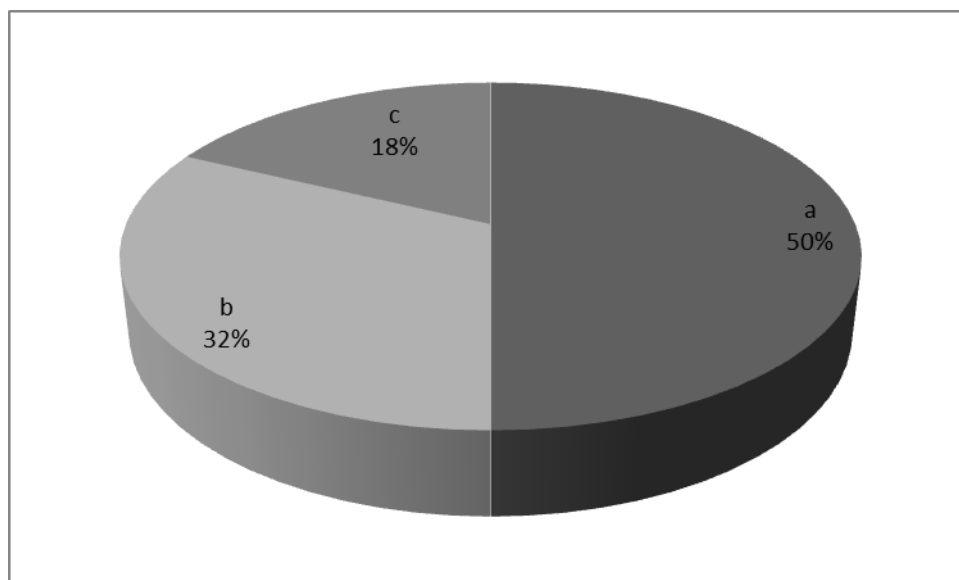


Key: a, b, c, d refer to corresponding Type of difficulty given in table 26.

Table 27
Reasons for decreasing financial resources (from 0 (not important) to 5 (very important)) (developed country Parties, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Less national resources dedicated to development cooperation in general	0	0	0	0	1	2	3
b. Other development cooperation frameworks are more attractive than UNCCD	1	0	0	0	1	1	3
c. Other reasons	0	0	0	0	0	1	1

Figure 7
Reasons for decreasing financial resources, weighted according to level of importance (developed country Parties, 2010–2011)



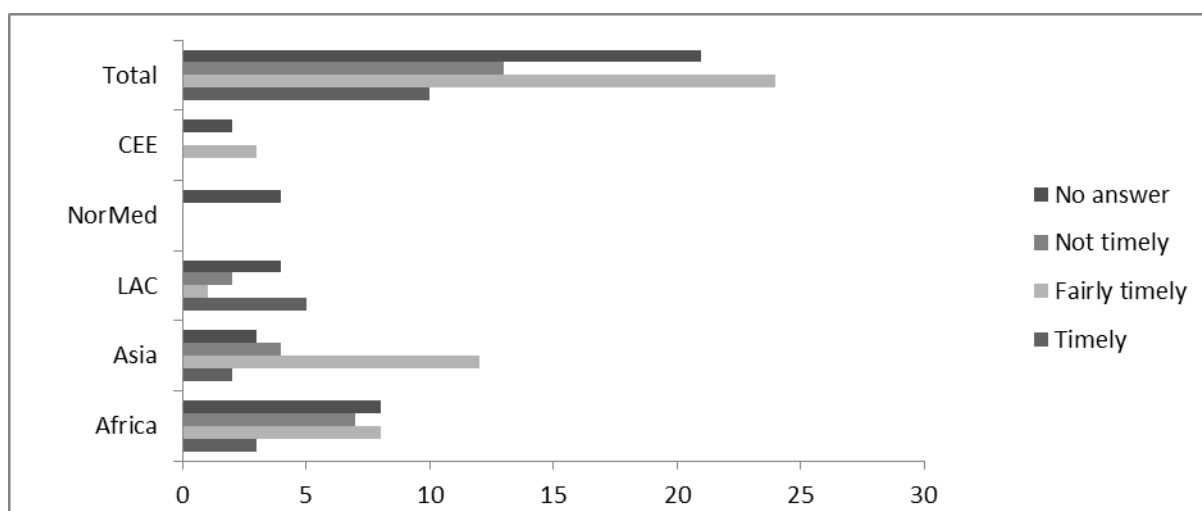
Key: a, b, c refer to corresponding Type of difficulty given in table 27.

III. Tables and figures for performance indicator CONS-O-16

Table 28
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Timely	3	2	5	0	0	10	14	-29 %
Fairly timely	8	12	1	0	3	24	24	0 %
Not timely	7	4	2	0	0	13	29	-55 %
No answer	8	3	4	4	2	21	22	5 %

Figure 8
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Global, 2010–2011)

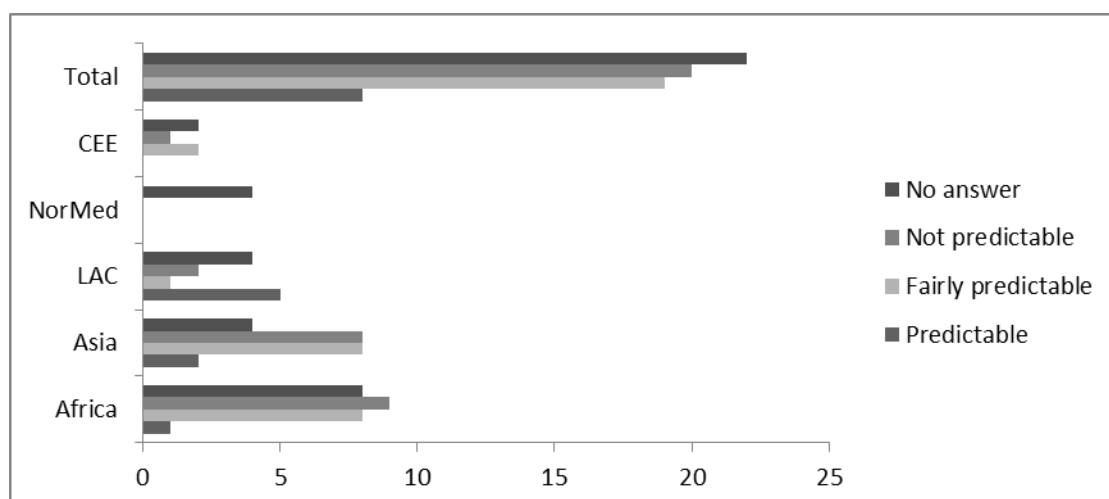


CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean.

Table 29
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries
(Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Predictable	1	2	5	0	0	8	13	-38 %
Fairly predictable	8	8	1	0	2	19	18	6 %
Not predictable	9	8	2	0	1	20	38	-47 %
No answer	8	4	4	4	2	22	20	10 %

Figure 9
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries
(Global, 2010–2011)

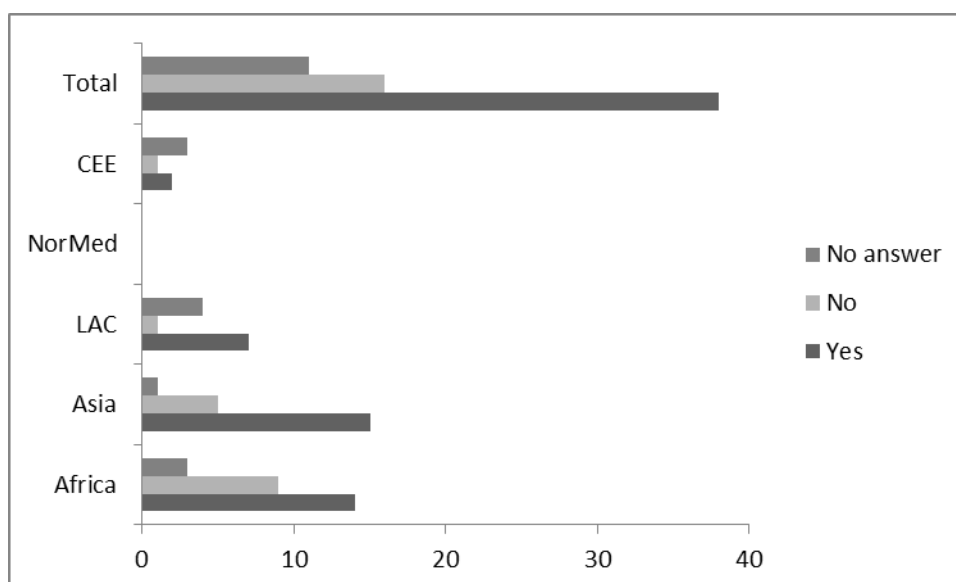


CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean.

Table 30
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	14	15	7	0	2	38	48	-21 %
No	9	5	1	0	1	16	29	-45 %
No answer	3	1	4	0	3	11	10	10 %

Figure 10
Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Global, 2010–2011)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean.

Table 31
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Global, 2010–2011)

	<i>Secretariat</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Other</i>
Africa	6	5	10	3	6	1
Asia	6	7	9	7	12	2
Latin America and the Caribbean	3	5	3	3	3	0
Northern Mediterranean	0	0	0	0	0	0
Central and Eastern Europe	0	0	1	0	0	1
Total	15	17	23	13	21	4
Previous biennium	21	33	19	32	14	9
Trend	-29 %	-48 %	21 %	-59 %	50 %	-56 %

Table 32
Countries reporting constraints in implementing the Convention on the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Global, 2010–2011)

	<i>Africa</i>	<i>Asia</i>	<i>Latin America and the Caribbean</i>	<i>Northern Mediterranean</i>	<i>Central and Eastern Europe</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	9	14	2	0	3	28	36	-22 %
No	10	3	4	0	0	17	24	-29 %
No answer	7	5	5	4	3	24	29	-17 %

Figure 11
Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Global, 2010–2011)

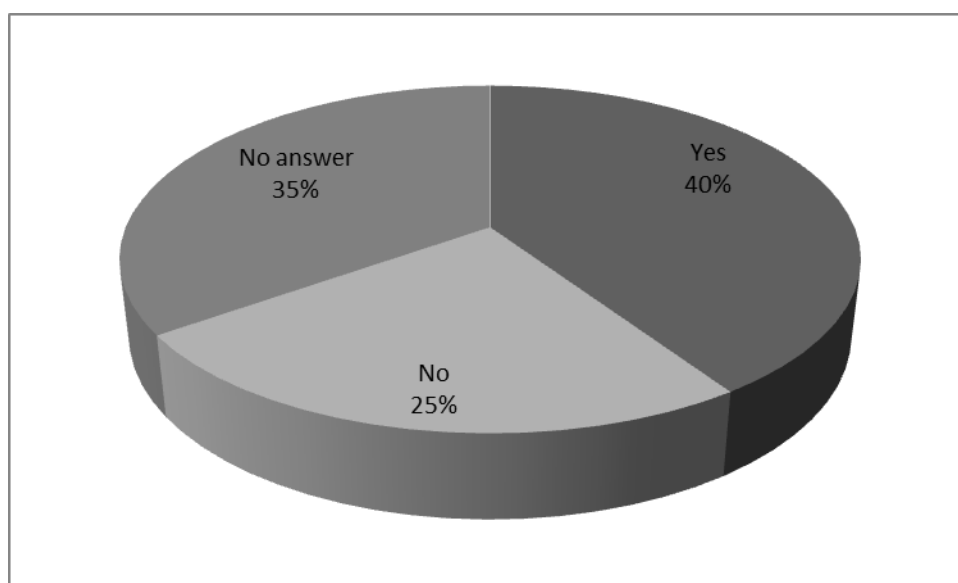


Table 33
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Adequate	0	0	0	0	3	3	4	-25 %
Fairly adequate	1	0	1	2	4	8	10	-20 %
Not adequate	2	2	0	3	1	8	12	-33 %
No answer	1	0	2	0	5	8	4	100 %

Figure 12
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

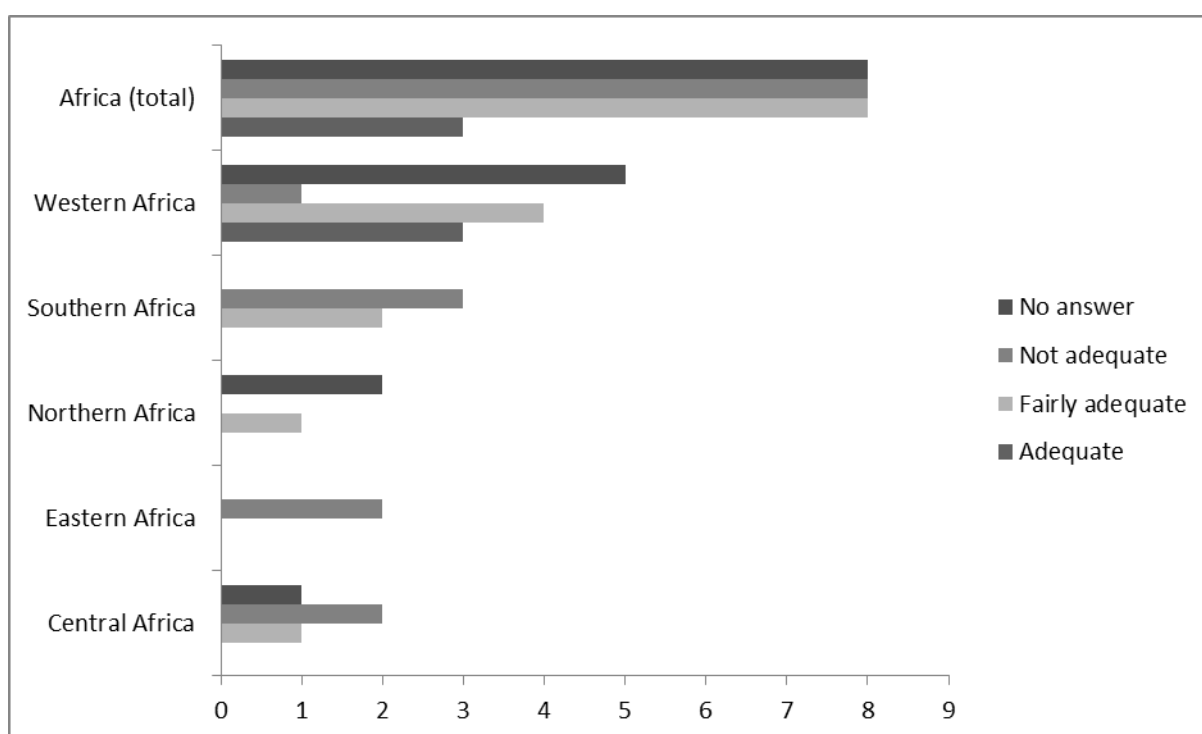


Table 34
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Timely	0	0	0	0	3	3	3	0 %
Fairly timely	1	0	1	4	2	8	12	-33 %
Not timely	2	1	0	3	1	7	8	-13 %
No answer	1	0	2	2	3	8	7	14 %

Figure 13
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

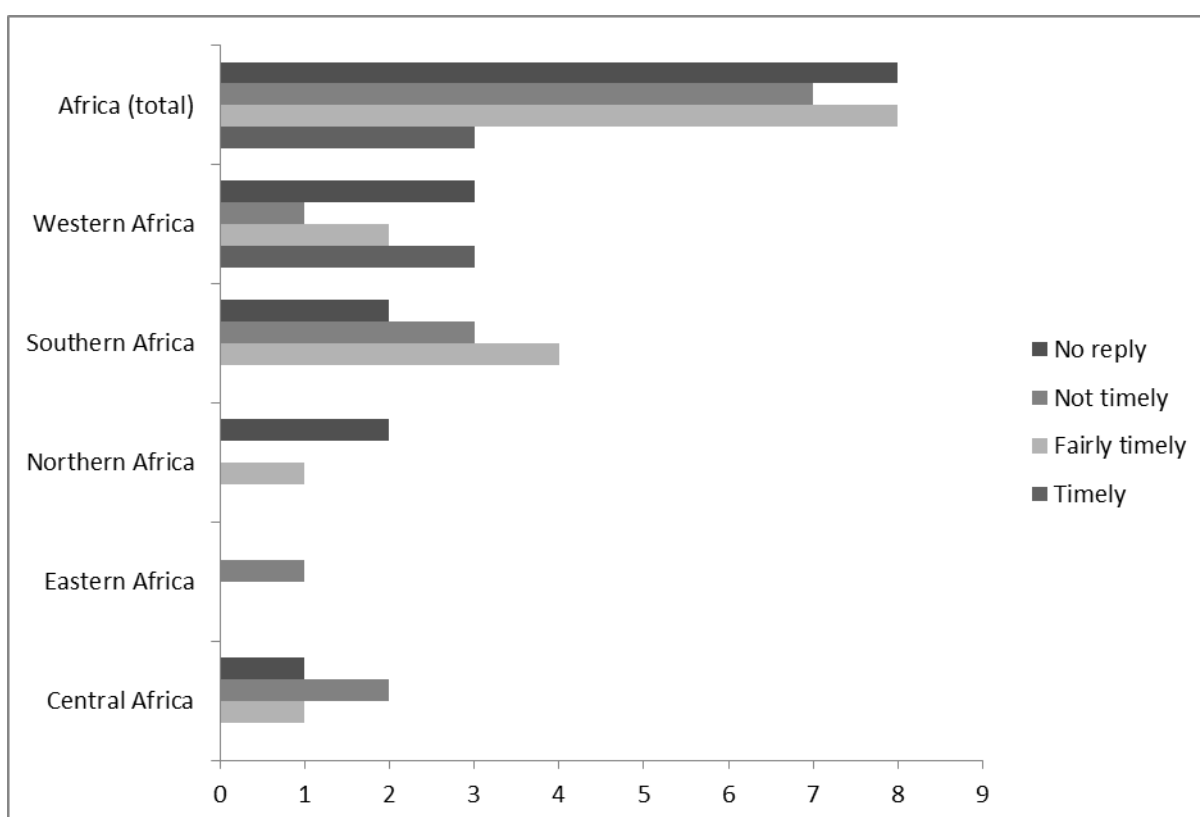


Table 35
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Predictable	1	0	0	0	0	1	5	-80 %
Fairly predictable	1	0	0	3	4	8	8	0 %
Not predictable	1	2	0	2	4	9	11	-18 %
No answer	1	0	2	1	4	8	6	33 %

Figure 14
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Africa, 2010–2011)

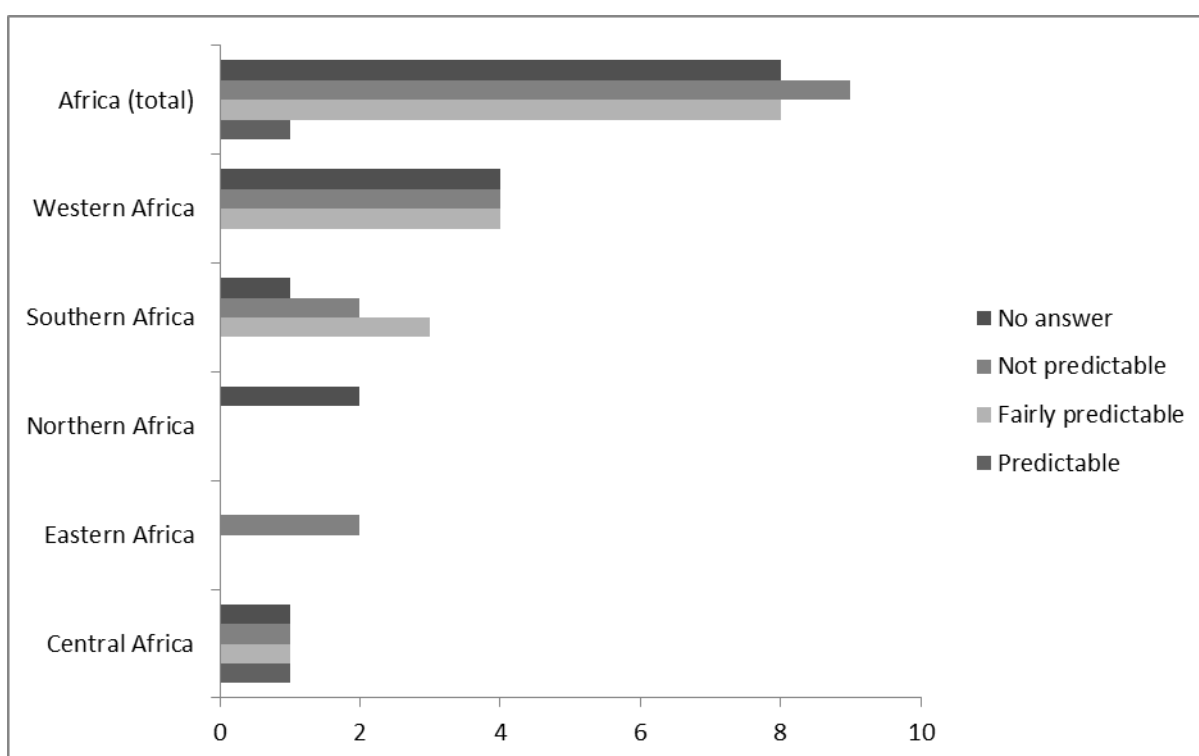


Table 36
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Adequate	1	0	0	0	0	0	1	4	-75 %
Fairly adequate	1	1	0	2	0	1	5	6	-17 %
Not adequate	1	1	2	4	2	3	13	11	18 %
No answer	1	0	0	0	1	1	3	7	-57 %

Figure 15
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

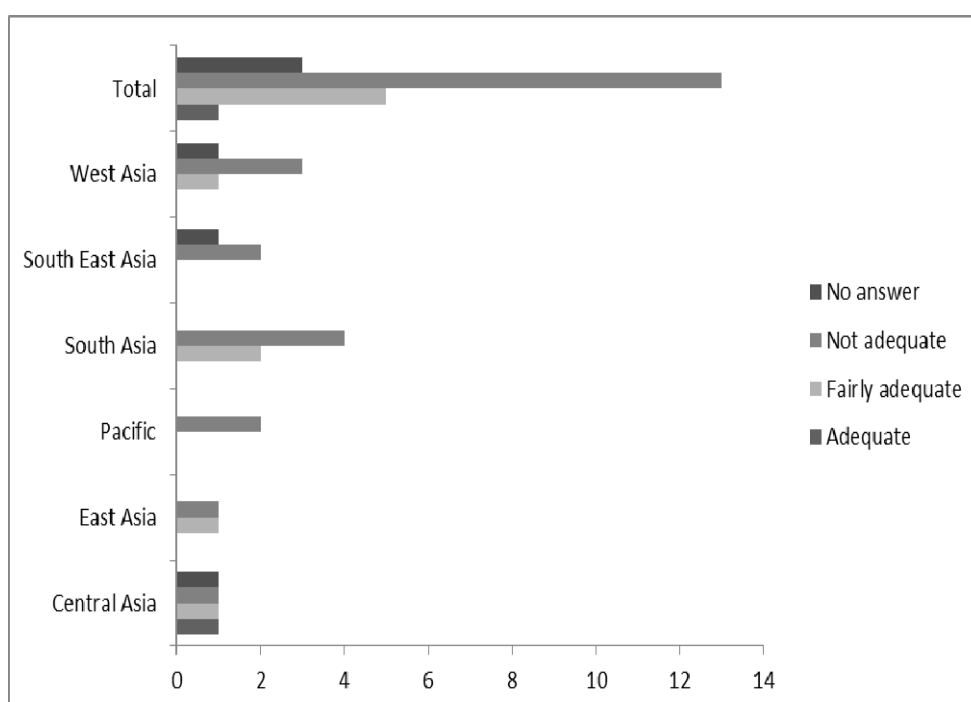


Table 37
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Timely	2	0	0	0	0	0	2	3	-33 %
Fairly timely	2	1	2	2	2	3	12	6	100 %
Not timely	0	1	0	3	0	0	4	10	-60 %
No answer	0	0	0	0	1	2	3	9	-67 %

Figure 16
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

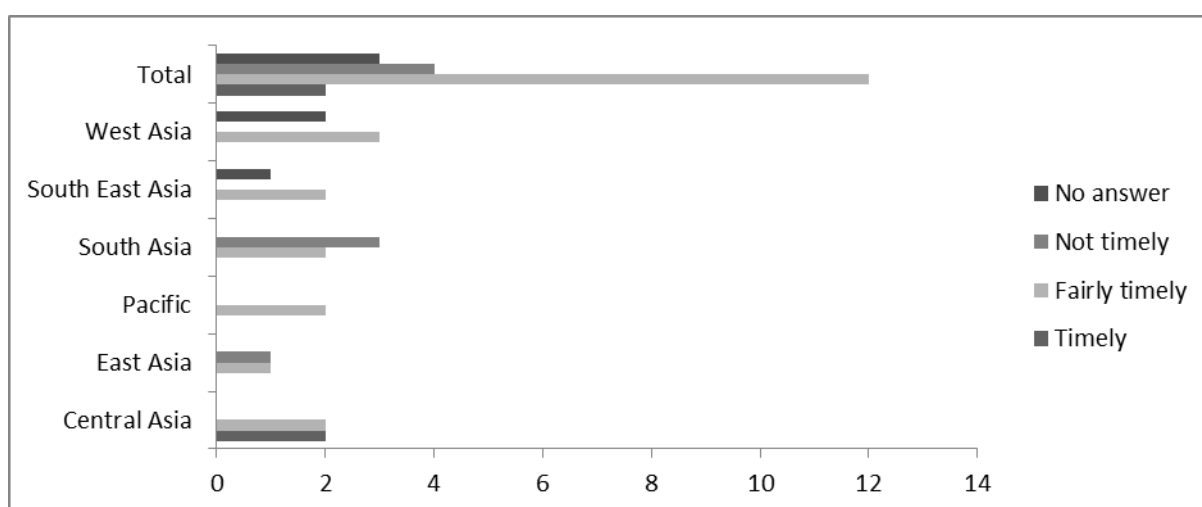


Table 38
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Predictable	2	0	0	0	0	0	2	1	100 %
Fairly predictable	2	1	0	2	1	2	8	6	33 %
Not predictable	0	1	2	3	1	1	8	13	-38 %
No answer	0	0	0	1	1	2	4	8	-50 %

Figure 17
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Asia, 2010–2011)

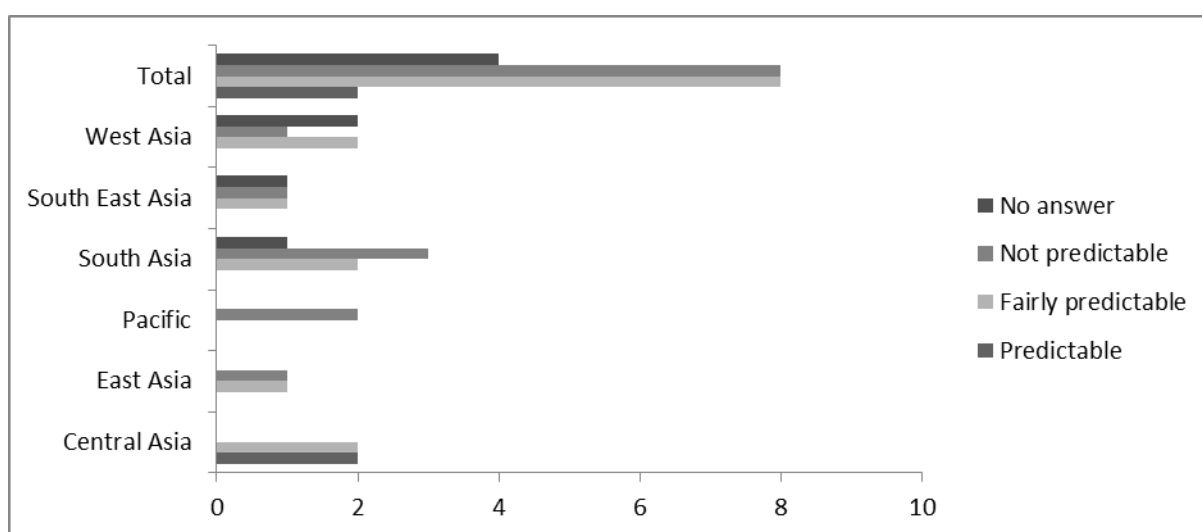


Table 39
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Adequate	2	1	4	0	14	4	250 %
Fairly adequate	1	0	0	0	1	1	0 %
Not adequate	0	0	0	0	0	10	n/a
No answer	1	1	0	2	4	2	100 %

Figure 18
Rating of adequacy of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

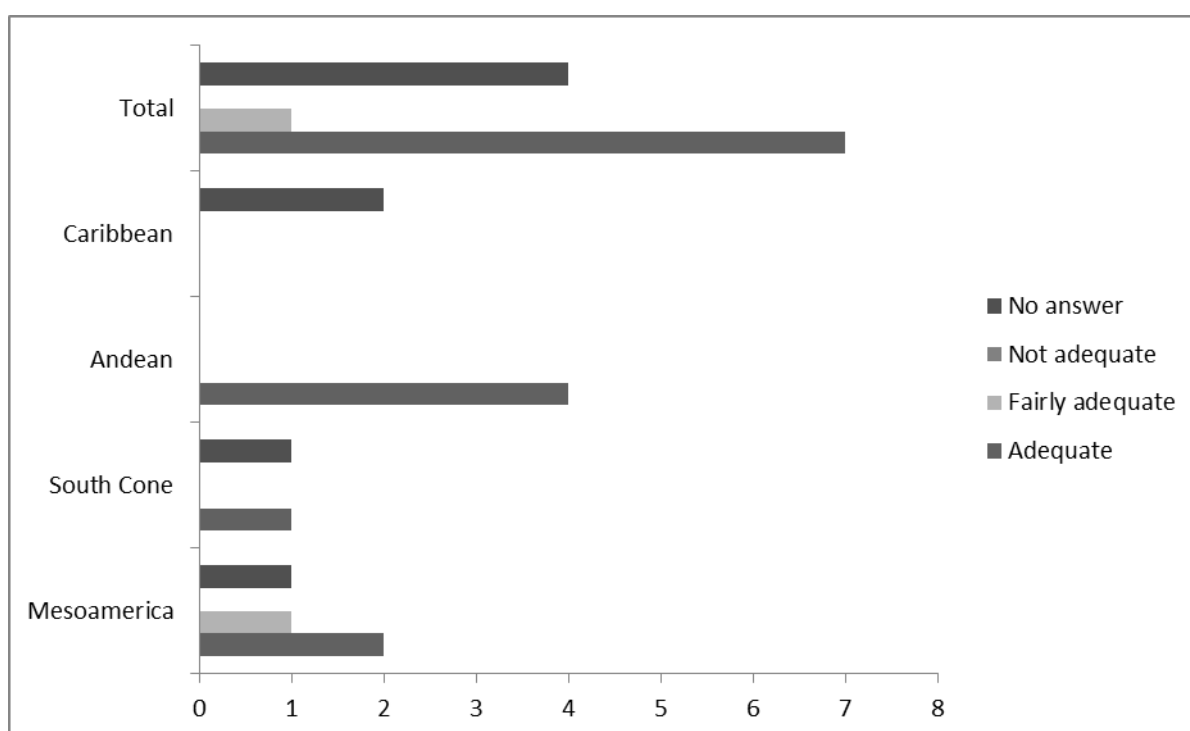


Table 40
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Timely	3	1	3	0	7	5	40 %
Fairly timely	0	0	0	0	0	2	n/a
Not timely	0	0	1	0	1	8	-88 %
No answer	1	1	0	2	4	2	100 %

Figure 19
Rating of timeliness of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

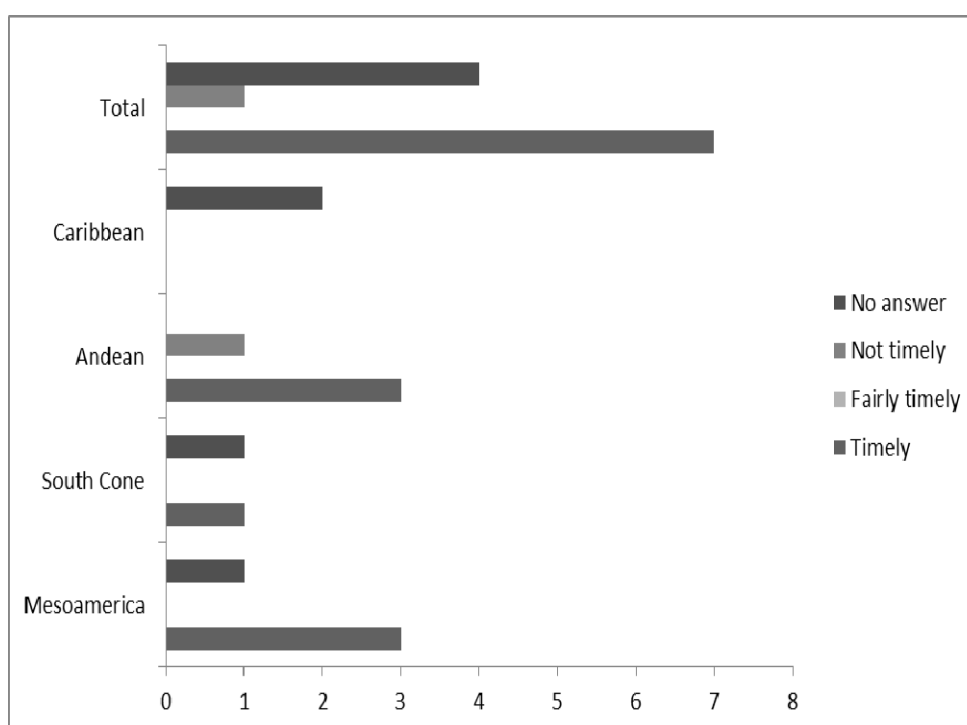


Table 41
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Predictable	1	0	4	0	5	4	25 %
Fairly predictable	1	0	0	0	1	1	0
Not predictable	1	1	0	0	2	10	-80 %
No answer	1	1	0	2	4	2	100 %

Figure 20
Rating of predictability of bilateral assistance received by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

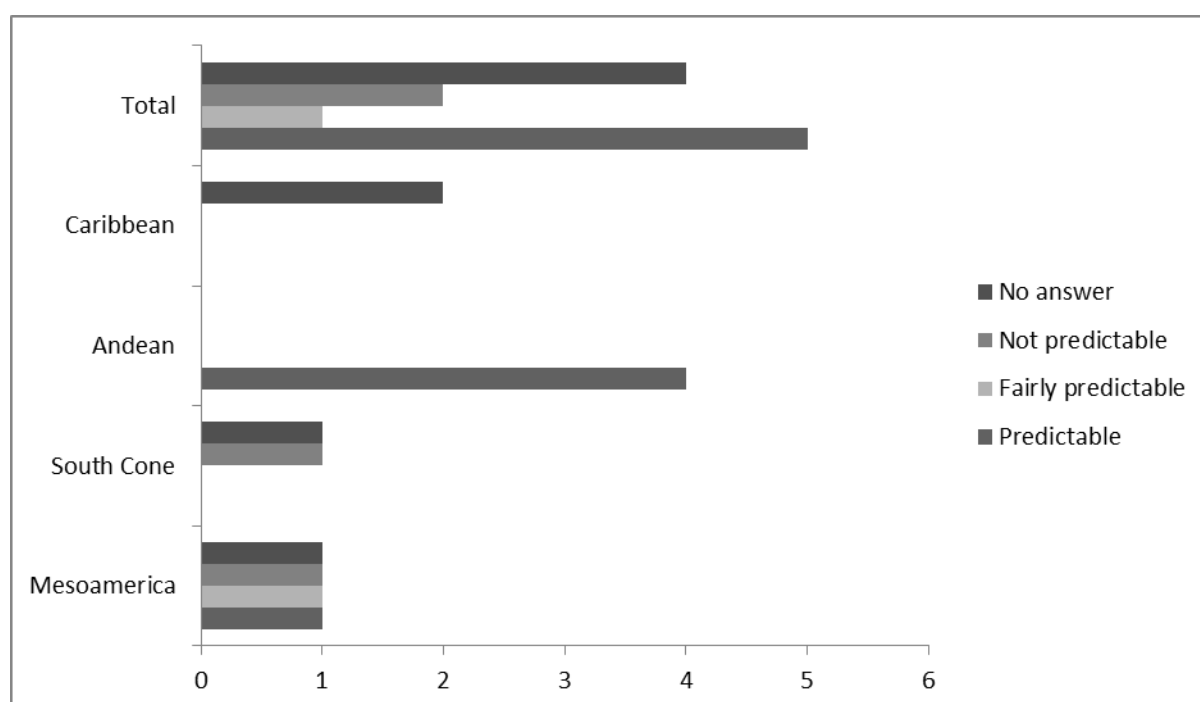


Table 42
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	3	1	1	3	6	14	18	-22 %
No	3	1	1	2	2	9	10	-10 %
No answer	0	0	1	1	1	3	2	50 %

Figure 21
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Africa, 2010–2011)

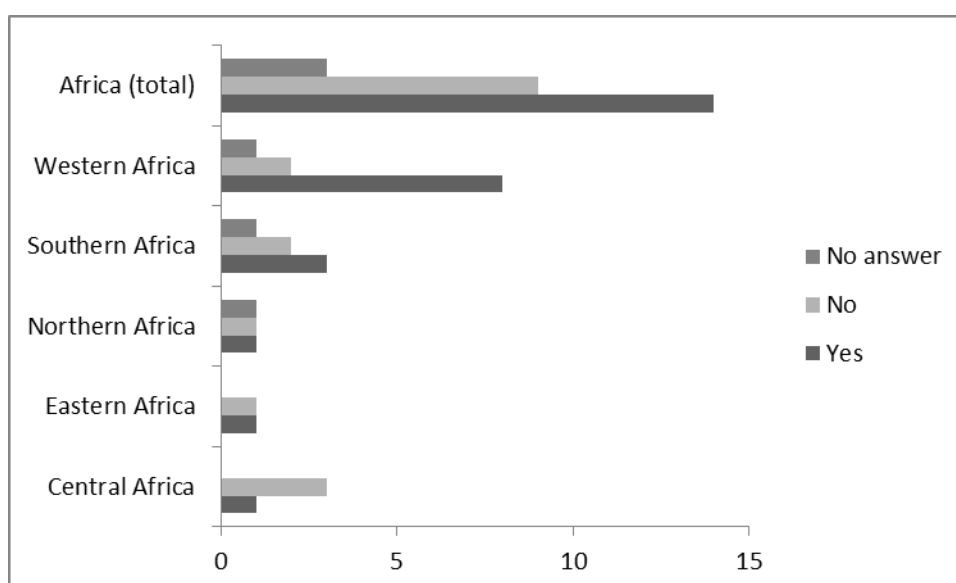


Table 43
Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Africa, 2010–2011)

	<i>Secretariat</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Other</i>
Central Africa	1	1	2	0	1	0
Eastern Africa	0	0	1	0	1	0
Northern Africa	0	0	1	0	0	0
Southern Africa	1	2	3	1	1	1
Western Africa	4	2	3	2	3	0
Total	6	5	10	3	6	1
Previous biennium	9	9	14	8	12	2
Trend	-33 %	-44 %	-29 %	-63 %	-50 %	-50 %

Table 44
Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Africa, 2010–2011)

	<i>Central Africa</i>	<i>Eastern Africa</i>	<i>Northern Africa</i>	<i>Southern Africa</i>	<i>Western Africa</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	2	1	0	3	3	9	12	-25 %
No	3	1	1	2	3	10	10	0 %
No answer	1	0	2	1	3	7	8	-13 %

Figure 22
Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Africa, 2010–2011)

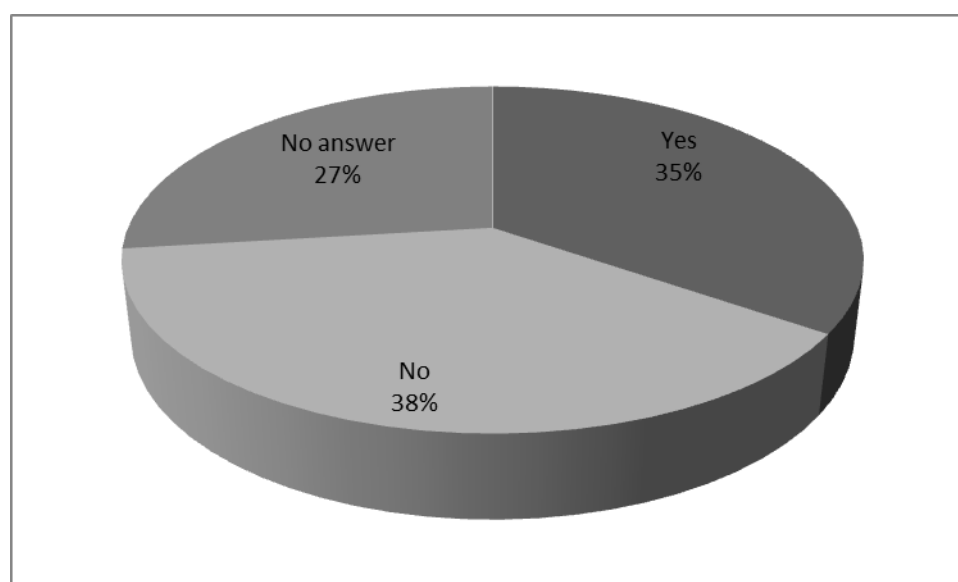


Table 45
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Asia, 2010–2011)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	3	2	1	3	2	4	15	16	-6 %
No	1	0	1	2	0	1	5	7	-29 %
No answer	0	0	0	0	1	0	1	8	-88 %

Figure 23
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Asia, 2010–2011)

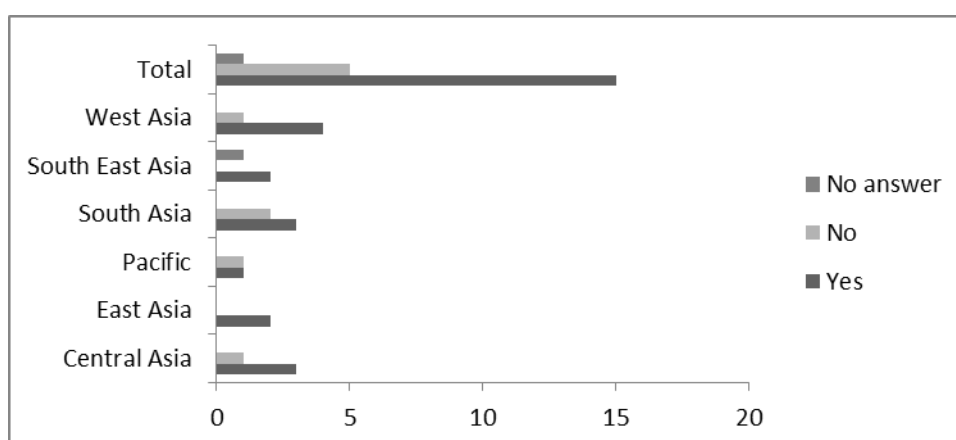


Table 46
Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Asia, 2010–2011)

	<i>Secretariat</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Other</i>
Central Asia	2	3	3	3	3	0
East Asia	1	0	1	2	2	1
Pacific	1	1	1	0	0	0
South Asia	0	1	1	2	2	1
South-East Asia	1	1	1	0	2	0
West Asia	1	1	2	0	3	0
Total	6	7	9	7	12	2
Previous biennium	4	4	11	7	13	3
Trend	50 %	75 %	-18 %	0 %	-8 %	-33 %

Table 47
Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Asia, 2010–2011)

	<i>Central Asia</i>	<i>East Asia</i>	<i>Pacific</i>	<i>South Asia</i>	<i>South-East Asia</i>	<i>West Asia</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	2	2	2	3	1	4	14	10	40 %
No	0	0	1	1	0	1	3	7	-57 %
No answer	2	0	0	0	2	1	5	11	-55 %

Figure 24
Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Asia, 2010–2011)

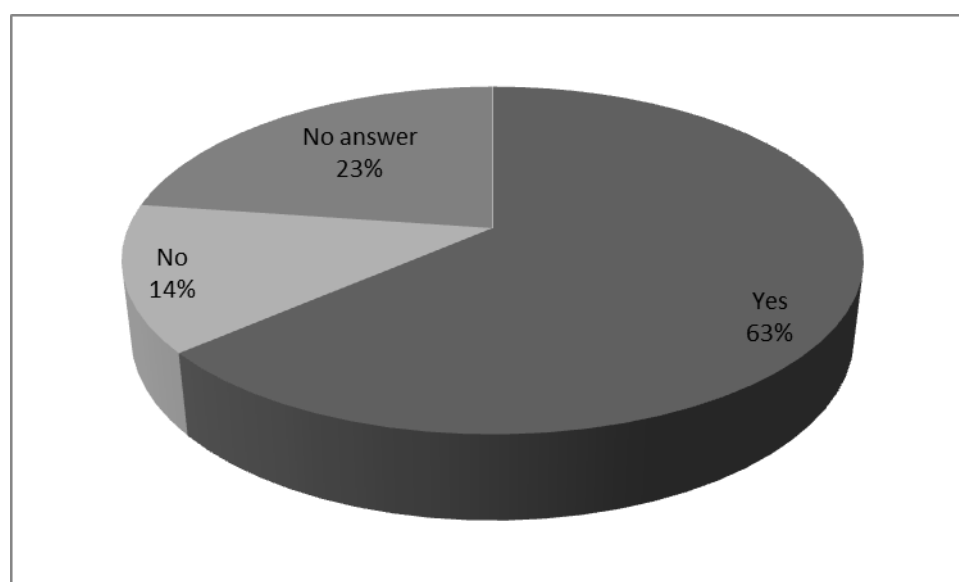


Table 48
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	Total	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	2	2	3	0	7	8	-13 %
No	0	1	0	0	1	7	-86 %
No answer	2	0	0	2	4	2	100 %

Figure 25
Countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

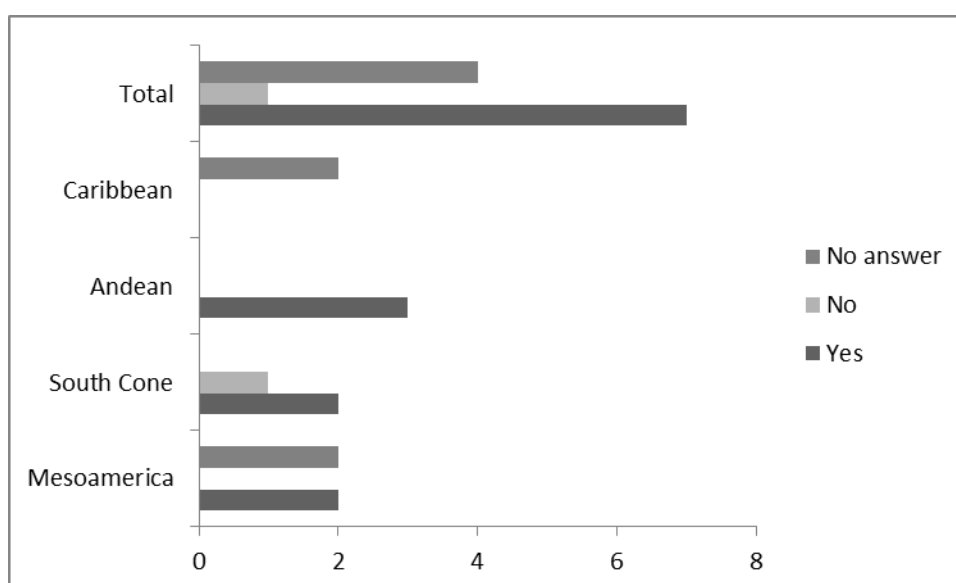


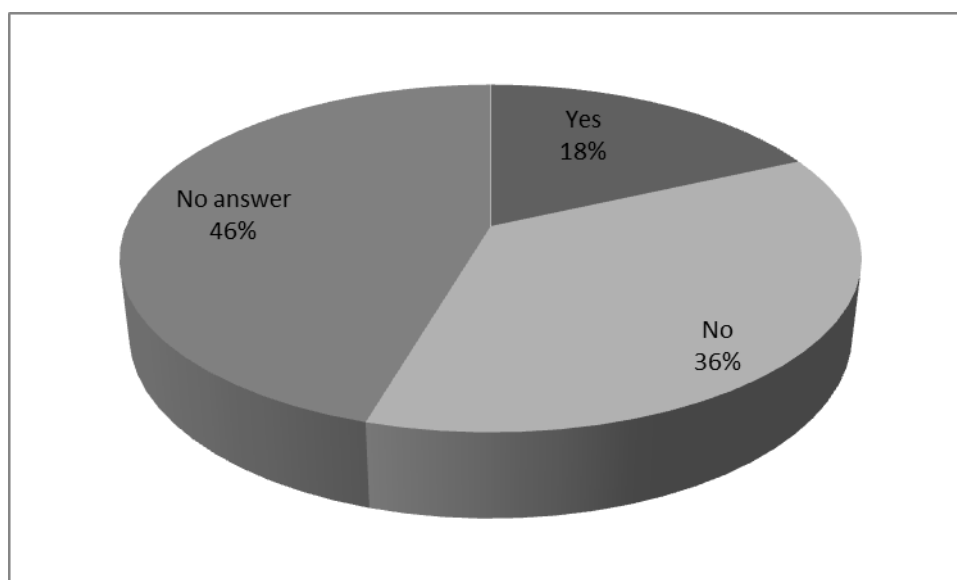
Table 49
Number of countries receiving assistance in raising resources from bilateral donors, by institution (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Secretariat</i>	<i>Global Mechanism</i>	<i>Global Environment Facility</i>	<i>Bilateral</i>	<i>Multilateral</i>	<i>Other</i>
Mesoamerica	0	2	0	1	0	0
South Cone	1	2	2	1	1	0
Andean	2	1	1	1	2	0
Caribbean	0	0	0	0	0	0
Total	3	5	3	3	3	0
Previous biennium	0	6	4	4	5	2
Trend	n/a	-17 %	-25 %	-25 %	-40 %	n/a

Table 50
Countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

	<i>Mesoamerica</i>	<i>South Cone</i>	<i>Andean</i>	<i>Caribbean</i>	<i>Total</i>	<i>Previous biennium</i>	<i>Trend</i>
Yes	0	1	1	0	2	10	-80 %
No	1	2	1	0	4	3	33 %
No answer	3	0	0	2	5	4	25 %

Figure 26
Percentage of countries reporting constraints in implementing the Convention with regard to the level of adequacy, timeliness and predictability of bilateral assistance (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)



IV. Tables and figures for performance indicator CONS-O-17

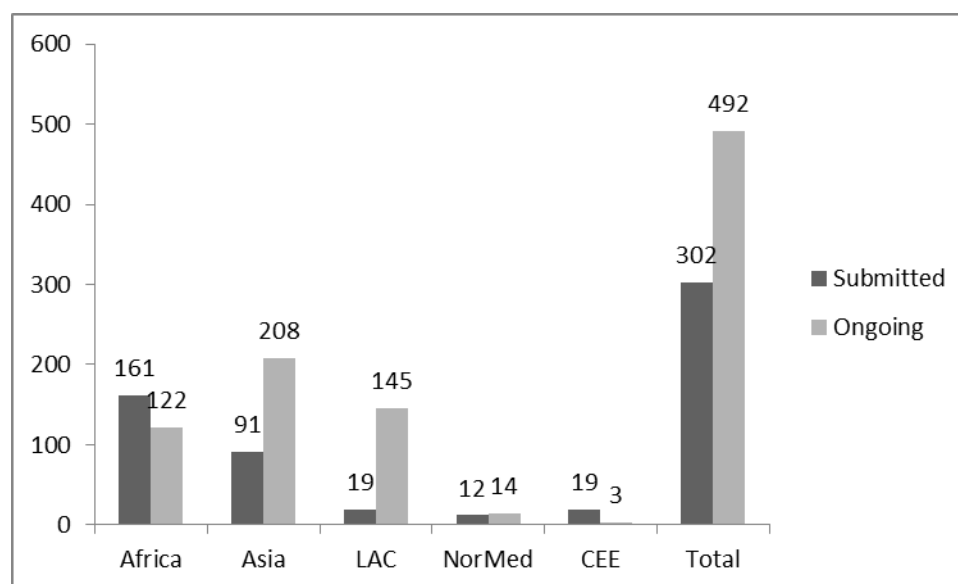
Table 51

Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total value of ongoing projects (USD million)</i>
Africa	161	122	418.9
Asia	91	208	17 583.0
Latin America and the Caribbean	19	145	210.6
Northern Mediterranean	12	14	0.5
Central and Eastern Europe	19	3	5.1
Total	302	492	18 218.1
Previous biennium	295	645	28 041.2
Trend	2 %	-24 %	-35 %

Figure 27

Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Global, 2010–2011)



CEE = Central and Eastern Europe, LAC = Latin America and the Caribbean, NorMed = Northern Mediterranean.

Table 52
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Africa	3	20
Asia	7	13
Latin America and the Caribbean	3	3
Northern Mediterranean	0	2
Central and Eastern Europe	1	3
Total	14	41
Previous biennium	14	59
Trend	0 %	-31 %

Figure 28
Status of, and plans for, the mobilization of resources (percentage of countries) (Global, 2010–2011)

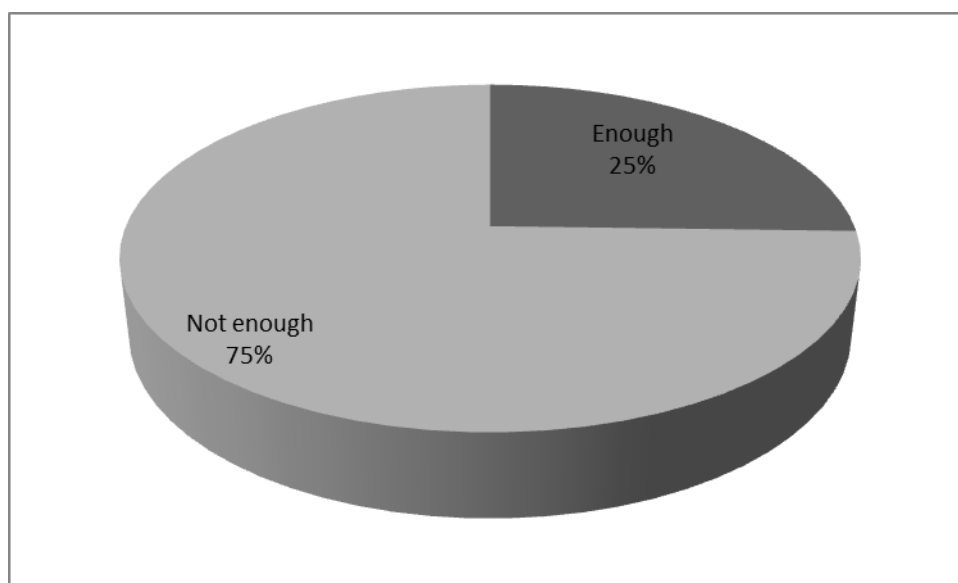


Table 53
Share of financing from international resources by number of countries (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Less than 25 %</i>	<i>25–50 %</i>	<i>50–75 %</i>	<i>More than 75 %</i>
Africa	2	1	7	7
Asia	4	4	7	3
Latin America and the Caribbean	3	1	3	2
Northern Mediterranean	0	0	1	0
Central and Eastern Europe	1	1	0	0
Total	10	7	18	12

Table 54
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total amount of ongoing projects (USD million)</i>
Central Africa	11	2	137.9
Eastern Africa	0	1	3.0
Northern Africa	4	3	76.6
Southern Africa	19	25	105.1
Western Africa	127	91	96.4
Total	161	122	418.9
Previous biennium	149	274	1 140.7
Trend	8 %	-55 %	-63 %

Figure 29
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Africa, 2010–2011)

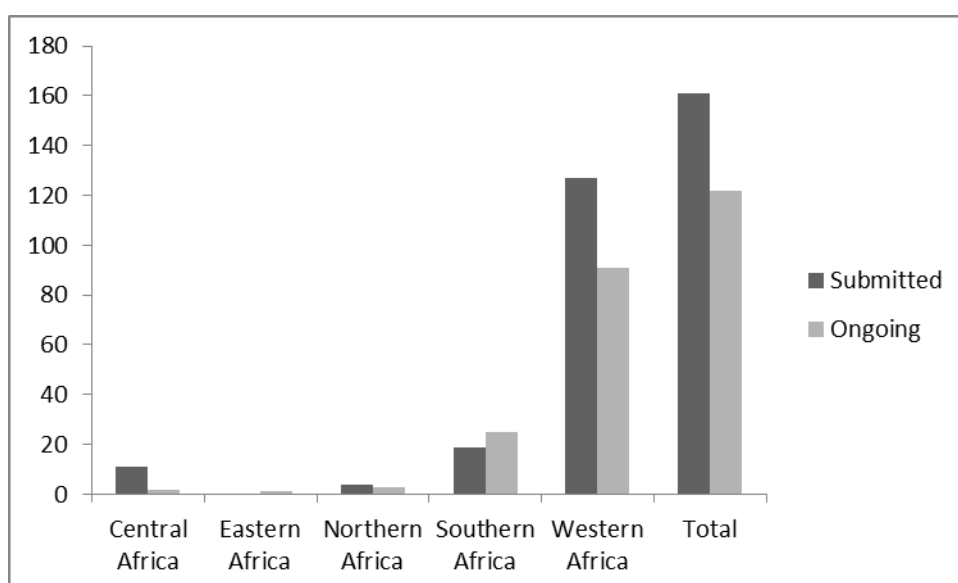


Table 55
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total value of ongoing projects (USD million)</i>
Central Asia	8	34	236.9
East Asia	5	51	16 334.4
Pacific	8	1	0.2
South Asia	53	70	30.5
South-East Asia	6	23	809.0
West Asia	11	29	172.2
Total	91	208	17 583.0
Previous biennium	46	172	24 417.2
Trend	98 %	21 %	-28 %

Figure 30
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Asia, 2010–2011)

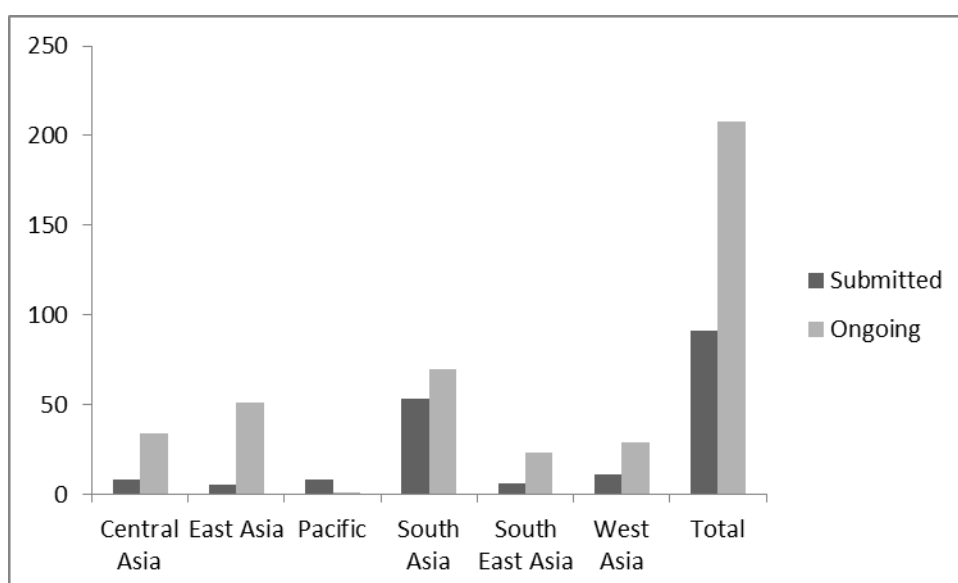


Table 56
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total value of ongoing projects (USD million)</i>
Andean	15	84	30.0
Caribbean	0	1	0.0
Mesoamerica	3	5	10.8
South Cone	1	55	169.8
Total	19	145	210.6
Previous biennium	56	142	732.7
Trend	-66 %	2 %	-71 %

Figure 31
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

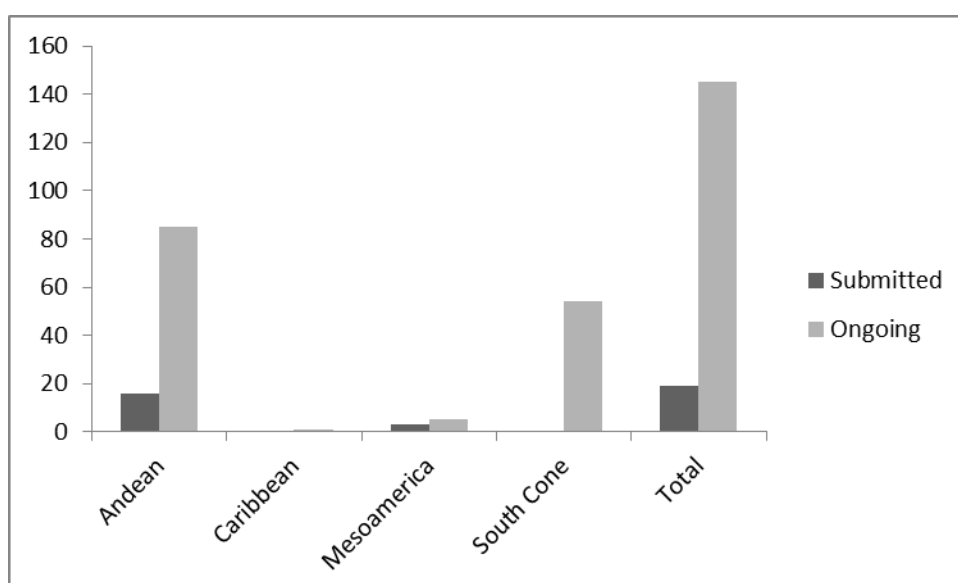


Table 57
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total value of ongoing projects (USD million)</i>
Northern Mediterranean	12	14	0.5
Previous biennium	18	13	15 102
Trend	-33 %	8 %	-100 %

Table 58
Number of ongoing projects and project proposals submitted (pipeline) (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Submitted</i>	<i>Ongoing</i>	<i>Total value of ongoing projects (USD million)</i>
Central and Eastern Europe	19	3	5.1
Previous biennium	26	44	1 735.8
Trend	-27 %	-93 %	-100 %

Table 59
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Central Africa	0	4
Eastern Africa	0	2
Northern Africa	1	1
Southern Africa	1	5
Western Africa	1	8
Total	3	20
Previous biennium	6	21
Trend	-50 %	-5 %

Figure 32
Status of, and plans for, the mobilization of resources (percentage of countries) (Africa, 2010–2011)

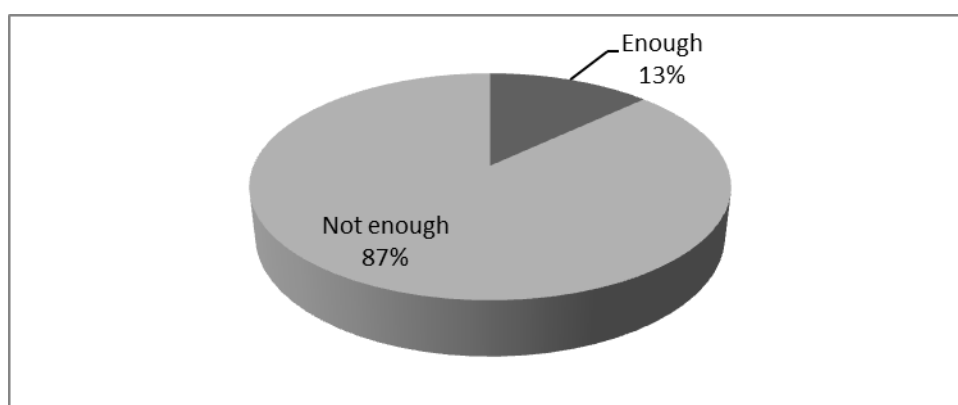


Table 60
Share of financing from international sources by number of countries (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Less than 25 %</i>	<i>25–50 %</i>	<i>50–75 %</i>	<i>More than 75 %</i>
Central Africa	0	0	4	2
Eastern Africa	0	0	0	0
Northern Africa	0	0	1	0
Southern Africa	1	1	1	2
Western Africa	1	0	1	3
Total	2	1	7	7

Table 61
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Asia, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Central Asia	3	1
East Asia	0	2
Pacific	1	1
South Asia	2	3
South-East Asia	0	3
West Asia	1	3
Total	7	13
Previous biennium	5	18
Trend	40 %	-28 %

Figure 33
Status of, and plans for, the mobilization of resources (Asia, 2010–2011)

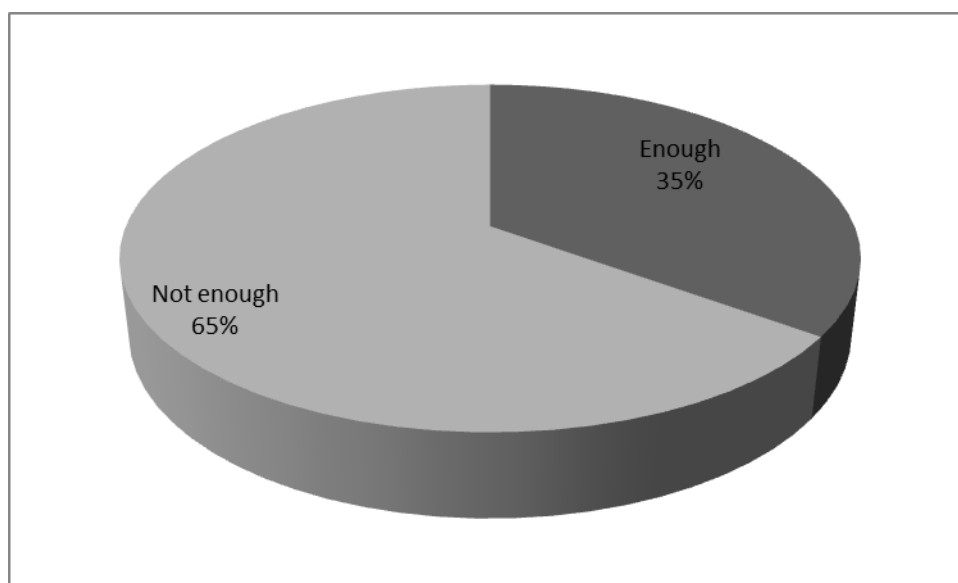


Table 62
Share of financing from international sources by number of countries (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Less than 25 %</i>	<i>25–50 %</i>	<i>50–75 %</i>	<i>More than 75 %</i>
Central Asia	0	0	2	2
East Asia	1	0	1	0
Pacific	0	1	1	0
South Asia	1	3	1	0
South-East Asia	0	0	2	0
West Asia	2	0	0	1
Total	4	4	7	3

Table 63
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Andean	1	1
Caribbean	1	0
Mesoamerica	0	2
South Cone	1	0
Total	3	3
Previous biennium	1	12
Trend	200 %	-75 %

Table 64
Share of financing from international resources (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Less than 25 %</i>	<i>25–50 %</i>	<i>50–75 %</i>	<i>More than 75 %</i>
Andean	1	1	2	0
Caribbean	0	0	0	1
Mesoamerica	1	0	1	1
South Cone	1	0	0	0
Total	3	1	3	2

Table 65
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Northern Mediterranean	0	2

Table 66
Status of, and plans for, the mobilization of resources by number of countries (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Mobilizing enough resources</i>	<i>Not mobilizing enough resources and planning to mobilize them</i>
Central and Eastern Europe	1	3
Previous biennium	2	5
Trend	-50 %	-40 %

Table 67
DDLD-related project proposals approved by the Global Environment Facility (2010–2011)

<i>Regional Implementation Annex</i>	<i>Number of proposals</i>	<i>Value of ongoing projects (USD million)</i>
Annex I	20	2 196.4
Annex II	11	173.4
Annex III	6	76.4
Annex IV	1	1.6
Annex V	5	89.5
Total	43	2 537.3
Previous biennium	31	176.3
Trend	39 %	1 339 %

Table 68
DDLD-related project proposals approved by the Global Environment Facility (2010–2011)

	<i>Submitted (pipeline)</i>		<i>Ongoing</i>		<i>Total</i>
	<i>In the SRAP context</i>	<i>In the JAP context</i>	<i>In the SRAP context</i>	<i>In the JAP context</i>	
<i>Projects</i>	3	0	3	1	7
<i>Amount of funds raised (USD)</i>			939 396.0		

JAP = Joint Action Plan, SRAP = subregional action programme.

V. Tables and figures for performance indicator CONS-O-18

Table 69
Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Global 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Africa	98.4	123.8
Asia	3 547.9	3 588.4
Latin America and the Caribbean	2 413.7	2 309.2
Northern Mediterranean	-	-
Central and Eastern Europe	1.0	1.8
Total	6 061.0	6 023.2

Table 70
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Africa	13	12	10	6
Asia	14	13	11	8
Latin America and the Caribbean	5	0	3	2
Northern Mediterranean	2	1	2	1
Central and Eastern Europe	3	3	2	2
Total	37	29	28	19
Previous biennium	35	23	23	13
Trend	6 %	26 %	22 %	46 %

Table 71
Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Africa	4	13
Asia	1	17
Latin America and the Caribbean	2	6
Northern Mediterranean	-	3
Central and Eastern Europe	-	4
Total	7	43
Previous biennium	16	54
Trend	-56 %	-20 %

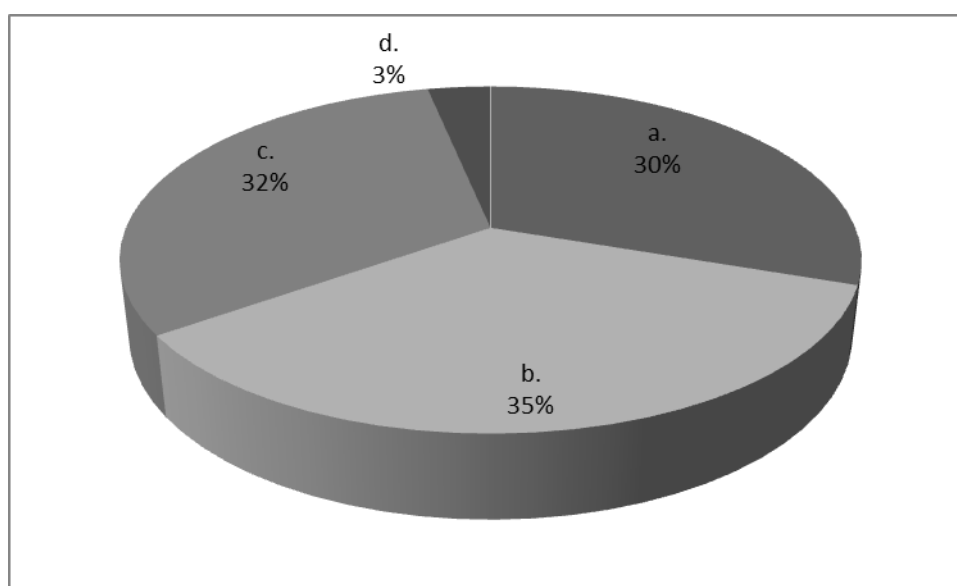
Table 72
Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries (Global, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Africa	-	17	7	6	4
Asia	3	11	5	6	3
Latin America and the Caribbean	2	5	1	3	-
Northern Mediterranean	1	1		1	-
Central and Eastern Europe	-	3	2	1	-
Total	6	37	15	17	7
Previous biennium	8	57	26	12	1
Trend	-25 %	-35 %	-42 %	42 %	600 %

Table 73
Reasons for the ineffectiveness of existing incentives weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Policy or regulatory incentives are not enforced	2	0	6	9	9	9	35
b. There are not enough resources to apply financial or fiscal incentives	2	1	2	13	10	11	39
c. The national financial and credit systems (banks, credit agencies, etc.) are not supportive	2	0	4	8	12	9	35
d. Other	0	0	0	0	2	1	3

Figure 34
Reasons for the ineffectiveness of existing incentives (Global, 2010–2011)

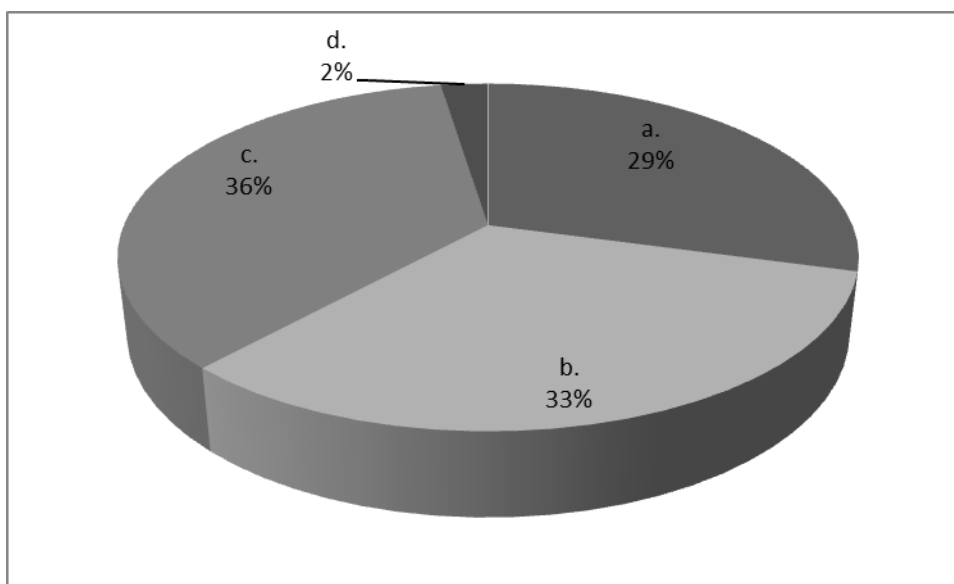


Key: a, b, c, d refer to corresponding Type of difficulty given in table 73.

Table 74
Reasons for the increasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)

<i>Type of difficulty</i>	<i>Level of importance</i>						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Access facilitated by the spreading of information technology	1	4	7	9	5	6	32
b. More appropriate technologies available	0	1	4	9	10	6	30
c. Appropriateness of government incentives	0	2	3	10	7	10	42
d. Other	0	0	0	0	2	0	2

Figure 35
Reasons for the increasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)

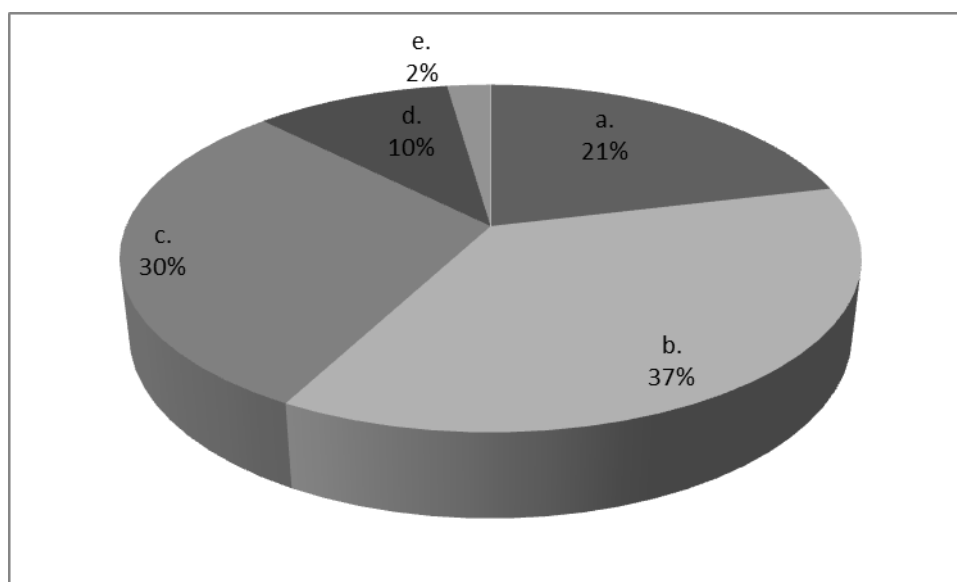


Key: a, b, c, d refer to corresponding Type of difficulty given in table 74.

Table 75
Reasons for the decreasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology weighted according to their level of importance from 0 (not important) to 5 (very important) (Global, 2010–2011)

Type of difficulty	Level of importance						Total
	0	1	2	3	4	5	
a. Technology sustainability is poor; technologies do not represent viable investments	2	0	6	9	4	4	25
b. Lack of fixed infrastructure for accessing technologies (those created on an <i>ad hoc</i> basis disappear once the support ends)	1	1	3	6	11	12	34
c. Lack of capacities for the operation and maintenance of technologies	1	1	1	11	11	5	30
d. Lack of enabling policy and regulatory environments	2	2	5	5	6	7	27
e. Other	0	0	0	0	2	0	2

Figure 36
Reasons for the decreasing trend in financial resources allocated through DLDD-related programmes and projects to facilitate access to technology (Global, 2010–2011)



Key: a, b, c, d refer to corresponding Type of difficulty given in table 75.

Table 76
Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Central Africa	0.2	0.2
Eastern Africa	-	-
Northern Africa	3.0	2.6
Southern Africa	-	-
Western Africa	95.2	121.0
Total	98.4	123.8

Table 77
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology and type of incentives (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Central Africa	3	2	2	2
Eastern Africa	2	2	2	1
Northern Africa	1	1	1	-
Southern Africa	3	3	2	1
Western Africa	4	4	3	2
Total	13	12	10	6
Previous biennium	13	9	8	5
Trend	0 %	33 %	25 %	20 %

Table 78
Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Central Asia	23.4	32.4
East Asia ^a	-	-
Pacific	0.0	0.0
South Asia	4.1	5.3
South-East Asia ^b	20.4	50.7
West Asia	3 500.0	3 500.0
Total	3 547.9	3 588.4

^a Only one country in this subregion answered this question; it reported a negligibly low amount that was not considered for the calculation.

^b Two countries in this subregion answered to this question; one reported a negligibly low amount for 2010 that was not considered for the calculation.

Table 79
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Central Asia	3	3	2	2
East Asia	2	2	2	1
Pacific	-	-	-	-
South Asia	3	2	3	2
South-East Asia	2	2	1	1
West Asia	4	4	3	2
Total	14	13	11	8
Previous biennium	10	8	5	5
Trend	40 %	63 %	120 %	60 %

Table 80
Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Andean	4.2	5.1
Caribbean	-	-
Mesoamerica	2 298.8	2 159.5
South Cone	110.6	144.6
Total	2 413.7	2 309.2

Table 81
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Andean	2	-	-	-
Caribbean	-	-	-	-
Mesoamerica	2	-	1	1
South Cone	1	-	2	1
Total	5	-	3	2
Previous biennium	8	2	6	2
Trend	-38 %	n/a	-50 %	0 %

Table 82
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology and type of incentives (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Northern Mediterranean	2	1	2	1
Previous biennium	2	2	2	2
Trend	0 %	-50 %	0 %	-50 %

Table 83
Estimated amounts allocated to facilitate technology transfer (USD million) (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>2010</i>	<i>2011</i>
Central and Eastern Europe	1.0	1.8

Table 84
Number of countries that established incentives to facilitate access to technology, including types of incentives (Central and Eastern Europe, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Incentives established</i>	<i>Policy or regulatory incentives</i>	<i>Financial incentives</i>	<i>Fiscal incentives</i>
Central and Eastern Europe	3	3	2	2
Previous biennium	2	2	2	0
Trend	50 %	50 %	0 %	n/a

Table 85
Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Central Africa	1	3
Eastern Africa	1	1
Northern Africa	-	1
Southern Africa	-	4
Western Africa	2	4
Total	4	13
Previous biennium	6	17
Trend	-33 %	-24 %

Table 86
Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries (Africa, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Central Africa	-	3	1	2	-
Eastern Africa	-	1	-	-	1
Northern Africa	-	1	1	-	-
Southern Africa	-	5	2	1	2
Western Africa	-	7	3	3	1
Total	-	17	7	6	4
Previous biennium	3	18	8	4	1
Trend	n/a	-6 %	-13 %	50 %	300 %

Table 87
Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Central Asia	-	4
East Asia	-	2
Pacific	-	1
South Asia	-	4
South–East Asia	-	3
West Asia	1	3
Total	1	17
Previous biennium	5	19
Trend	-80 %	-11 %

Table 88
Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries (Asia, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Central Asia	-	3	2	1	-
East Asia	-	2	2		-
Pacific	-	1		1	-
South Asia	1	2	1	1	-
South–East Asia	-	1		1	-
West Asia	2	2		2	-
Total	3	11	5	6	-
Previous biennium	1	4	1	1	-
Trend	200 %	-75 %	400 %	500 %	-

Table 89

Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Andean	1	2
Caribbean	1	1
Mesoamerica	-	1
South Cone	-	2
Total	2	6
Previous biennium	3	10
Trend	-33 %	-40 %

Table 90

Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries (Latin America and the Caribbean, 2010–2011)

<i>Subregion</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Andean	1	2	-	2	-
Caribbean	-	1	-	1	-
Mesoamerica	1	1	-	1	-
South Cone	-	1	1	-	-
Total	2	5	1	3	-
Previous biennium	2	11	4	2	-
Trend	0 %	-55 %	-75 %	70 %	-

Table 91

Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Northern Mediterranean, 2010–2011)

<i>Region</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Northern Mediterranean	-	3

Table 92
**Status of and plans for incentives for technology transfer by number of countries
 (Northern Mediterranean, 2010–2011)**

<i>Region</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Northern Mediterranean	1	1		1	

Table 93
**Assessment of sufficiency of resources allocated through programmes and projects
 related to DLDD to facilitate access to technology by number of countries (Central
 and Eastern Europe, 2010–2011)**

<i>Region</i>	<i>Sufficient</i>	<i>Not sufficient</i>
Central and Eastern Europe	-	4
Previous biennium	2	5
Trend	n/a	-20 %

Table 94
**Status of, and plans for, incentives for technology transfer by number of countries
 (Central and Eastern Europe, 2010–2011)**

<i>Region</i>	<i>No plans to implement additional measures</i>	<i>Plans to implement additional measures</i>	<i>2012–2013</i>	<i>2014–2015</i>	<i>2016–2017</i>
Central and Eastern Europe	-	3	2	1	-
Previous biennium	-	5	4	1	-
Trend	n/a	-40 %	-50 %	0 %	